2. Le modèle culturel des classes populaires russes et la transition forcée vers l'économie de marché

Daniel Bertaux avec Marina Malysheva

1. Introduction

De tous les secrets d'État que recelaient les régimes communistes, l'un mieux gardés sans doute était la vie quotidienne, ses contextes pratiques ; règles du jeu et ses effets en longue durée : les efforts quotidiens des fami pour survivre, pour améliorer leurs conditions de vie, pour transmettre à le enfants quelques ressources qui leur permettent de vivre mieux. Il ne s'agis pas seulement de maintenir la crédibilité d'une représentation officielle qu révélation publique des multiples difficultés quotidiennes auraient battue brèche ; ni même d'empêcher la prise de conscience de la distance croissa entre le modèle officiel de sélection méritocratique des élites et les vérital règles des jeux sociaux ; mais plus profondément encore, de protéger le mo pole que le Parti s'était arrogé sur la direction historique du changement soc Ce monopole – le seul Sujet historique légitime, c'est le Parti – entraînait double diktat moral : toutes les énergies individuelles et collectives devai s'engager dans les voies tracées par le Parti ; tout effort pour en détourner

Les Tensions du Post-Communisme, Collegium Budapest Workshop Series No. 4 (1998), 33–80.
Marina Malysheva is Senior researcher at the Institute on Socio-Economic Studies of Population of Russian Academy of Science.

partie au profit de stratégies individuelles, familiales ou claniques d'amélioration des conditions de vie était condamnable. Reconnaître l'existence de ce type d'effort, c'eût été reconnaître l'existence et la légitimité d'autres Sujets d'action que le Parti lui-même.

Dans quelle mesure les citoyens des sociétés soumises à ces régimes ont-ils réellement intériorisé ce point de vue ? Était-il possible de vivre ainsi, génération après génération ? Ou bien, ne peut-on faire l'hypothèse d'une pensée stratégique semi-consciente, qui aurait conduit les individus ou les microgroupes de solidarité (donc au premier chef les familles) à s'efforcer de tirer parti des cadres collectifs imposés pour améliorer leurs propres conditions de vie, dans la mesure des ressources qui leur étaient accessibles ?

Poser cette question, c'est déjà mettre en évidence une première contradiction : la ressource centrale des « sociétés communistes » n'était pas l'argent, comme en Occident, mais le pouvoir; cependant ceux qui l'exerçaient n'étaient pas censés l'utiliser à leur profit, bien au contraire ; ils étaient précisément ceux qui étaient chargés de combattre l'individualisme ; n'avaient-ils pas été recrutés en fonction de leur ardeur à défendre publiquement les idéaux collectifs et les valeurs altruistes ? (Lewin 1977). On saisit le paradoxe qui, à terme, devait ronger la crédibilité du système tout entier.

La question posée, reste à déterminer comment l'étudier. Nous en proposons une approche empirique qui cherche à s'adapter à la nature même du phénomène étudié ; fondé sur le recueil de l'expérience vécue au moyen de récits de vie et d'histoires de familles, elle concentre l'attention sur les conduites des individus et des familles en tant qu'elles sont orientées *dans la longue durée*. C'est en effet dans cette mesure que l'on peut parler de conduites stratégiques au sens minimal du terme. Minimal en effet, dans la mesure où tant les ressources disponibles que les marges de manœuvre et les « champs des possibles » étaient extraordinairement restreints non seulement par l'économie de commande administrée, mais aussi par le niveau général des ressources, plus proche de celui de la France du dix-neuvième siècle (en tous cas pour la Russie), que de celle du vingtième siècle. Minimal aussi en raison du phénomène évoqué plus haut, c'est-à-dire la stigmatisation, par l'idéologie officielle, de tout ce qui pourrait ressembler à l'émergence de Sujets orientant leurs conduites en

fonction de leurs propres intérêts et non de l'intérêt collectif (Kenez 1985 Minimal mais non nul: telle est du moins notre hypothèse centrale, mais aus celle des dirigeants communistes quand ils pensaient par exemple aux famille des anciennes classes dirigeantes, dont ils craignaient précisément la capacit stratégique et dont ils s'efforcèrent systématiquement de réduire les ressource d'action à néant.

Nous avons donc mis au point une méthode qui permette, à partir de l'ol servation des trajectoires sociales en longue durée (plusieurs générations a sein d'une même famille), d'inférer le degré d'existence et l'orientation de tell conduites stratégiques. Cette méthode sera brièvement décrite ci-aprè Appliquée à la Russie, elle a déjà permis de recueillir un ensemble d'observ tions extrêmement riche, par exemple sur les destinées des familles d anciennes classes possédantes (Bertaux 1994b, 1994c).

Si cette méthode vise en priorité à reconstruire l'histoire sociale de tou une population à travers des histoires de cas de quelques centaines de famill sur trois générations, elle ne se limite pourtant pas à cet aspect de « mobili sociale ». Les témoignages recueillis permettent de mieux connaître une gran variété de *contextes de vie* (et d'action stratégique), et donc de mieux compre dre quelles étaient les réelles *règles des jeux* de ces contextes ; règles méconnu et étrangères à la sociologie occidentale, qui s'est bien entendu tout entiè orientée vers l'analyse de sociétés à économie de marché.

Mais ces témoignages ouvrant également l'accès à une meilleure conna sance des valeurs et orientations réellement intériorisées par les Soviétiques ; c'est sur ce point que porte le présent article. Longtemps ces valeurs ont pa sans grande importance: de par sa structure même, l'économie de comman administrée, ne laissant guère d'initiative aux agents, était censée encadr étroitement leurs comportements (cependant l'insistance mise sur la répétiti continuelle des mêmes slogans idéologiques, le contrôle étroit exercé sur l' pression publique de valeurs ou opinions non conformes, est le signe d' doute quant à la réussite définitive du projet d'inculcation des valeurs coll tivistes) (Colton 1984).

Aujourd'hui cependant, la situation a changé du tout au tout: l'espace pu lic s'est ouvert aux débats de fond, la réorientation brutale des socié

post-communistes vers l'économie de marché pose la question des valeurs avec une force nouvelle. Les puissances occidentales ont sans doute supposé trop vite que les aspirations universelles à la liberté d'expression, à l'État de droit et à l'amélioration du bien-être se traduiraient directement en confiance dans les mécanismes de marché et le pluralisme politique. Nos études de cas, certes jusqu'ici ponctuelles, tendent à montrer que les processus en cours sont plus complexes – ce que démontrent aussi les résultats des élections les plus récentes en Lithuanie, Pologne, Russie et Hongrie, qui n'ont surpris que les naïfs.

Pour mieux donner à voir ce qui est en jeu, nous avons donc choisi de décrire ici l'histoire d'une famille ouvrière d'origine paysanne ; sa trajectoire est celle qu'ont connue des millions d'autres familles soviétiques des années trente à aujourd'hui ; les contextes au sein desquels les membres de ses générations successives ont grandi, travaillé, aimé, vécu, sont des contextes qu'ont connu des millions d'autres familles. C'est en cela qu'elle est, peut-être, représentative : non pas au sens statistique du terme, mais au sens des études de cas en profondeur – telles que les utilisent l'anthropologie sociale ou la « microstoria » italienne.

2. Brève histoire d'une famille ouvrière soviétique

Ivan Zamochkine et sa femme Alexandra sont nés en Sibérie, de familles paysannes originaires de la Russie d'Europe. Ils se sont mariés en 1911, et en étaient à leur quatrième enfant quand les révolutions se sont succédé à Saint-Petersbourg : février 1917, puis octobre 1917. « La terre aux paysans » a dit le nouveau pouvoir : Ivan et Alexandra forment le projet de vendre leur pauvre ferme, de quitter la Sibérie et de revenir dans le village d'où les parents d'Alexandra étaient originaires, Osnovo dans la région de Tambov (Basse Volga). Dès que s'apaise la guerre civile, ils réalisent leur plan. Ils reprennent une ferme à Osnovo ; Ivan défriche et cultive tandis qu'Alexandra soigne les bêtes et met au monde quatre autres enfants.

Les choses se gâtent à partir de 1929, quand Staline décrète la collectivisation des terres. Ivan se plie en maugréant aux directives, rejoint le kolkhoze, espérant y trouver son compte. Peine perdue : il apparaît bien vite que le but réel

de la collectivisation est de prendre aux paysans le maximum de nourriture pour nourrir les villes. Bientôt on a très faim dans les campagnes ; quant au travail obligatoire sur les terres du kolkhoze, il n'est pas payé en argent mais en bouts de papier, les « troudodien » (journées de travail) pratiquement sans valeur.

On dit qu'à Moscou on trouve de quoi manger ; un frère d'Anastasia y a déjà émigré, il travaille à la gare de Kazan, l'endroit même où débarquent par milliers les paysans du bassin de la Volga. Il a écrit qu'il pourrait peut-être trouver du travail et un logement pour ses neveux. Comme Ivan et Alexandra sont désormais cloués au village par la nouvelle directive de Staline qui prive les paysans du droit de quitter « leur » kolkhoze (1932), ils décident d'envoyer à Moscou leurs trois aînés. Yegor, 23 ans, déjà marié à une jeune fille du village, sera le responsable de l'expédition ; l'accompagneront Nikolai, 22 ans, l'« intellectuel » de la famille (il a terminé ses sept ans d'école primaire) ; et Masha, 20 ans, qui sait coudre. L'oncle a dit « pas plus de trois ».

Yegor débarque donc à la gare de Kazan avec son frère et sa sœur un matin de l'hiver 1935. Les deux autres obtiennent tout de suite, grâce à leur oncle, un emploi au dépôt de cet énorme complexe ferroviaire. On leur trouve un lit dans de très rudimentaires dortoirs que la gare a fait construire pour ses employés. Mais Yegor, lui, veut une chambre où il puisse faire venir sa femme. Il entend dire qu'à la périphérie de la ville, dans le district de Medvedkovo, se développe une immense zone industrielle ; et que sur les terrains vagues on construit des « baraks » pour des ouvriers. Yegor s'y rend, découvre les chantiers, les baraks (de longues maisons en rondins destinées à loger chacune plusieurs dizaines de familles). On cherche justement quelqu'un pour s'occuper de l'une d'elles. Yegor précise qu'il est marié, fait bonne impression (le responsable est peut-être de la même région) ; bref, il obtient l'emploi (très peu payé) et surtout un emplacement dans la barak. Sa femme le rejoint bientôt ; ils auront deux fils, Anatoly en 1936, Victor en 1938.

Yegor est décédé en 1977 ; mais son fils Victor nous a décrit le contexte des baraks de Medvedkovo, au sein desquelles il a grandi.

> « Dans ce coin-là, absolument tout le monde venait de la campagne. Les gens étaient habitués à la vie de village, alors ils se trouvaient bien ici, à Polegorodok ('la petite ville des champs'), c'est ainsi qu'on l'appelait, nous. Ils se retrouvaient entre

eux. Si tu veux, Polegorodok ça n'était pas plus grand qu'un village russe. Ça se composait de plusieurs baraks en rondins, sans étage, allongées, avec des potagers tout autour. A une extrémité de la barak il y avait une cuisine collective, et les toilettes. Un couloir central avec des portes. Chaque famille avait sa porte et sa fenêtre mais à l'intérieur on pouvait délimiter son espace comme on le voulait. Il n'y avait pas de cloisons. On mettait des séparations, mais c'était en quelque sorte... symbolique. Tout le monde se connaissait, tout le monde savait tout sur tout le monde. On ne fermait jamais les portes à clé, bien sûr ; et personne n'aurait pris une carotte ou même un radis dans ton potager, même si tu n'avais pas mis de clôture autour. Nous les enfants, on courait partout ; nos mères étaient au travail toute la journée, mais elles ne s'inquiétaient pas ; elles savaient qu'on ne risquait rien, c'était comme au village, il restait toujours quelqu'un pour s'occuper de nous.

Bien sûr, dès que la neige avait fondu, les gens passaient toutes leurs soirées à cultiver leur potager. Ils se parlaient d'un carré à l'autre. Il y en avait qui s'étaient construit une cabane en bois pour y mettre un cochon, un ou deux moutons, et des poules. Il y avait même une vache.

Les gens faisaient pousser des légumes et puis les vendaient sur les marchés à Moscou ; ça rapportait bien. Mon oncle Ivanitch, le jeune frère de mon père, il avait remarqué qu'une conduite de vapeur d'eau passait sous terre près de sa cabane ; il a été malin, il y a semé des légumes avant l'hiver. On lui a dit : 'tu es fou', mais ça a poussé : en plein hiver il a récolté des oignons, des choux, des salades, du persil et du fenouil, il s'est fait du blé avec ça.

Les gens n'avaient pas du tout d'argent ; c'était très difficile dans les années d'après-guerre, même dans les années 50. Mais l'atmosphère était chaleureuse. Au milieu de Polegorodok on s'était construit un grand foyer en pierre ; pendant les vacances on y cuisait des marmites entières, et on se répartissait les portions ; chacun venait avec son assiette ; quelqu'un jouait de l'accordéon, on chantait et on dansait » .(2)

Les souvenirs d'enfance de Victor peuvent être datés avec précision. Victor est né en 1938 dans la barak que supervisait son père Yegor. Il avait sept ans lorsque prit fin la Grande Guerre Patriotique (c'est ainsi que l'on désigne en URSS, aujourd'hui encore, ce que nous appelons la Deuxième Guerre Mondiale). Sa description concerne donc les années 40 et le début des années 50, celles où la légitimité du modèle culturel « soviétique », tel que redéfini par Staline bien entendu, était à son apogée.

Nous allons introduire d'autres personnages dans cette histoire, et glisser progressivement de leurs conditions d'habitat à leurs conditions de travail, puis à leurs attitudes et valeurs, et à leur *modèle culturel réellement intériorisé* : c'est lui qu'il s'agit de saisir de l'intérieur, pour comprendre si et comment il a pu conserver jusqu'à aujourd'hui de la prégnance sur les esprits.

Peu de temps après avoir obtenu le poste de chef de barak, Yegor fait venir à Moscou – ou plutôt à Polegorodok, dans sa barak même – trois autres de ses frères (dont Ivanchik, qui saura si bien faire pousser des légumes en plein hiver). Tous trois trouvent des emplois d'ouvrier dans les usines de Medvedkovo. Seules les deux plus jeunes sœurs sont restées au kolkhoze auprès de leurs parents vieillissants ; elles resteront paysannes toute leur vie, avec des conditions de vie très mauvaises et qui mettront très longtemps à s'améliorer un peu.

Pendant ce temps (nous sommes à la fin des années 30) des dizaines de milliers de paysans débarquent à Moscou malgré la loi sur l'autorisation administrative de résidence (propiska) : c'est qu'il faut bien trouver de la main-d'œuvre pour les usines et les chantiers de la métropole soviétique. Ainsi les Sabakov, qui viennent d'un village de la région d'Orlov, et s'établissent à Polegorodok ; ou les Chernov, qui viennent de la région de Smolensk. Plus tard, leurs enfants ou petits-enfants mêleront leur sang à celui des Zamochkine.

Soit les Chernov. Tikhone et Tatiana se sont mariés en 1918 dans le village de Philipovo, dans la région de Smolensk. Ce sont des paysans prospères. Ils n'ont que trois enfants : Maria, l'aînée, née en 1919 (elle est l'un de nos témoins principaux ; sa fille Rimma, bien plus tard, épousera Victor Zamochkine) ; Konstantin, né en 1926 ; et Valia, née en 1930.

À la suite de la collectivisation des terres, la situation des paysans prospères devient catastrophique. Tikhone et Tatiana échappent à la répression qui s'abat sur les « koulaks » et rejoignent très vite le kolkhoze ; mais avec les bons de travail qu'on leur donne ils n'ont pas même de quoi acheter des chaussures pour leurs enfants. Tikhone décide alors (en 1934) de partir pour Moscou. Il trouve à s'embaucher dans une usine métallurgique qui le loge dans un hôtel pour ouvriers célibataires. Il tente d'économiser pour envoyer de l'argent à sa famille, mais en vain ; son salaire est trop dérisoire.

Avant même que sa fille aînée Maria ait pu terminer ses sept années de scolarité obligatoire au village, sa mère Tatiana l'envoie à Moscou rejoindre son père, et trouver du travail. Nous sommes en 1935 ; Maria n'a que 16 ans. À Moscou elle est acceptée dans un cours de formation accélérée de vendeuse de vodka (pour lequel les sept ans de scolarité n'étaient pas requis). Comme son père ne peut pas la garder indéfiniment avec lui dans un hôtel entièrement masculin, il finit par lui proposer de partager la chambre d'une de ses amies. Maria ne tarde pas à s'apercevoir que cette femme est la maîtresse de son père ; elle écrit à sa mère pour lui décrire la situation, et ajoute qu'elle veut revenir au village. Mais Tatiana en décide autrement : à peine reçue la lettre elle fait sa valise, emmène avec elle ses deux jeunes enfants (Nikolaï a 9 ans et Valia 6 ans) et débarque sans prévenir à Moscou chez son mari. Situation de crise : il est hors de question que Tatiana et ses enfants puissent habiter dans un hôtel pour ouvriers célibataires. Tikhone fait amende honorable, rompt avec sa maîtresse, cherche un logement pour sa famille et ne trouve qu'une chambre d'hôtel extrêmement chère. Tatiana est désespérée ; elle n'a même plus de quoi se payer le billet de retour. Finalement elle conclut que la seule solution est de vendre sa maison du village de Philipovo. Avec l'argent de la vente elle parvient à trouver une chambre à Medvekovo ; toute la famille s'y entasse (c'est d'ailleurs la norme de l'époque).

Les deux plus jeunes enfants iront donc à l'école à Moscou. Le garçon sera mobilisé à seize ans en 1941, survivra à la guerre et s'engagera dans la police en 1945 (grâce à quoi il obtiendra assez vite, exceptionnellement, sa propre chambre dans un autre appartement communautaire). Valia, qui a fini sa scolarité secondaire, trouve un emploi de laborantine dans un laboratoire de recherches secrètes travaillant pour l'Armée. Quant à Maria, l'aînée, elle tombe amoureuse à vingt ans d'un jeune homme de son âge, Iossif, un métallo d'origine paysanne qui habite à Polegorodok. Il l'épouse en 1941 et l'emmène avec lui dans la barak où vivent ses parents et ses frères et sœurs ; on se tasse un peu plus pour donner un coin au jeune couple.

Iossif, né en 1922, est le benjamin d'une famille de sept enfants. Ses parents, des paysans de la région d'Orlov, sont venus à Moscou – à Polegorodok, plutôt – avec tous leurs enfants dans les années 30. Il a 19 ans en 1941, l'année

de son mariage, l'année aussi de l'entrée en guerre de l'URSS. Comme il a un métier qualifié (il sait travailler le métal à la main), il est mobilisé comme aspirant officier, et commencera la guerre près de Moscou dans une école militaire. On lui permet même de rendre visite à sa jeune femme ; c'est au cours d'une de ces visites que sera conçu leur premier enfant, Rimma (née en 1943). Puis Iossef part au front.

Le père de Maria, Tikhone, malgré son âge, finit lui aussi par être mobilisé. Sa femme Tatiana se trouve alors sans aucune ressource (elle n'a pas d'emploi) et emménage avec sa fille aînée Maria dans la barak de Iossef. Maria accouche de Rimma, ne quitte son emploi de vendeuse que pour deux semaines ; puis elle confie le bébé à sa mère et reprend son emploi. Elle travaille dans un grand magasin d'alimentation, ce qui lui donne certaines facilités d'accès aux denrées de base (pain, margarine), grâce à quoi il y aura toujours quelque chose à manger à la maison.

Pendant ces années de guerre, la discipline imposée aux ouvrier(e)s est extrêmement dure : tous nos témoignages concordent sur ce point. Cinq minutes de retard entraînent la perte du salaire de la journée. Une absence injustifiée peut valoir arrestation et déportation. Cette discipline pose en particulier aux jeunes femmes et mères de familles des problèmes quasi insolubles : qu'elles soient enceintes, que leur enfant soit malade (les crèches sont bondées), ou qu'elles subissent les conséquences d'un avortement artisanal n'est aucunement pris en compte. C'est pourquoi Tatiana, la mère de Maria, se trouve bientôt très demandée dans la barak : ce n'est pas seulement sa petite fille Rimma, mais d'autres enfants qu'elle prendra en charge. Cela devient rapidement une activité quasi professionnelle, pour laquelle les familles la rémunèrent en vivres et vêtements, parfois en argent : ce qui tombe bien, puisque son mari l'a laissée sans nouvelles, et sans argent. Cette paysanne illettrée mais calme, douce et responsable, devient une sorte de mère pour la collectivité.

La guerre se termine enfin. Tikhone ne revient pas ; il a disparu dans la tourmente (malgré les demandes répétées faites après la guerre par sa deuxième fille Valia, la laborantine qui par son travail est en contact avec les autorités militaires, celles-ci ne fourniront jamais aucune précision sur ce qu'il est devenu). Iossef, le mari de Maria, a été gravement blessé à un genou ; il boitera

toute sa vie. Il est revenu avec la médaille « Étoile Rouge », mais refuse de parler de ses années au front ; trop douloureux. Neuf mois après le retour des maris à Polegorodok, c'est une véritable floraison de bébés qui peuple les baraks. Parmi eux, Natalia, la deuxième fille de Iossef et Maria. Un troisième enfant naîtra dix ans plus tard, en 1955 ; c'est un garçon, Yuri, l'enfant chéri de sa mère (nous le retrouverons plus loin).

La sœur de Maria, Valia la laborantine, épouse en 1948 un professeur de lycée de dix ans plus âgé qu'elle. Il s'appelle Evgueny, il a fait la guerre, a été fait prisonnier par les Allemands (il ne s'en vante pas) et a survécu. Il est passionné d'histoire et de pédagogie, c'est un excellent enseignant. Un jour cependant, un envoyé du comité local du Parti vient trouver le directeur de son collège : en raison de sa captivité pendant la guerre, Evgueny n'est pas fiable ; on ne saurait lui confier des enfants soviétiques. Staline avait en effet demandé à ses soldats de ne jamais se rendre ; en se laissant capturer vivant, Evgueny a trahi une première fois sa patrie. En survivant aux terribles conditions de captivité, il l'a trahie une deuxième fois. « Tu peux t'estimer heureux d'avoir échappé aux camps! » lui lance le fonctionnaire qui le raye des cadres. Interdit d'enseignement partout, Evgueny devra se contenter désormais d'un emploi de réparateur de machines à écrire, et de passer ses journées avec des collègues de travail qui ne s'intéressent en aucune façon à l'histoire ou à la littérature, mais se soucient surtout de leur salaire et de « beuveries collectives » (sic). Il n'aura qu'une fille, Natacha (née en 1950), qui fera plus tard des études supérieures d'économie.

Quant au frère de Maria, Konstantin l'agent de police, il épouse en 1951 une jeune fille elle aussi venue de la campagne, ouvrière non qualifiée. Ils auront deux enfants : Serguei, né en 1954, qui fera plus tard des études de droit (noter la relation entre la profession du père et l'orientation des études du fils) ; et Tania, née en 1956, qui comme sa mère abandonnera ses études très tôt, et prendra un modeste emploi de gardienne.

Avant de suivre les fils de vie des générations suivantes, arrêtons-nous un instant sur la génération à laquelle appartiennent Maria et Iossif, Valia et Evgueny, Konstantin et sa femme. Ils sont tous d'origine paysanne (sauf

Evgueny), sont nés entre 1917 et 1928 ; ils sont venus à Moscou avec leurs parents dans les années 30, fuyant les kolkhozes (c'est aussi le cas des cinq frères et sœurs de Yegor émigrés à Moscou où leur oncle était déjà installé : ils sont nés entre 1912 et 1921 ; c'est aussi le cas des sept frères et sœurs de Iossef). Presque tous ont passé leur adolescence et fondé un foyer à Polegorodok, dans une atmosphère de vie communautaire. C'est là également, dans des baraks surpeuplées, que sont nés leurs enfants, dans les années 40 et 50, et qu'ils ont été élevés. Nous avons décrit brièvement l'esprit communautaire de Polegorodok, et la dureté des conditions de travail. Un dernier point reste à mentionner : la stabilité dans l'emploi.

Ce point est souligné avec force par Maria. Elle-même, tout d'abord, a toujours travaillé comme simple vendeuse dans la même chaîne de magasins d'alimentation. En 58 années de travail ininterrompu (!) elle n'a changé de magasin que trois fois, et n'a jamais reçu de promotion. Elle est âgée de 75 ans au moment de l'entretien. Ma collègue Marina Malysheva, qui a fait l'entretien, précise : « Maria raconte sa vie sans manifester aucune émotion. Ses phrases sont ternes ; elle décrit sa vie qui s'achève comme une longue période grise, sans aucun relief. Il n'y a rien en elle qui séduise ou attire. Le poids d'une vie quotidienne entièrement prédéterminée l'a faite ce qu'elle est aujourd'hui. Elle a sans doute pris l'habitude de considérer son corps comme une machine, une machine adaptée aux besoins de sa famille et de son travail. Désormais la machine est brisée (une jambe est paralysée), elle n'est plus bonne à rien... »

Maria est restée fidèle toute sa vie à son travail et à sa famille ; cette loyauté, qu'elle ne peut commenter tant elle lui semble évidente, s'exprime indirectement lorsqu'on l'interroge sur les trajectoires professionnelles des membres de sa parentèle. C'est sans passion, mais avec une certaine fierté qu'elle mentionne que la plupart d'entre eux ont travaillé toute leur vie pour la même « administration ». Ainsi son frère Konstantin, resté simple agent de police jusqu'à sa retraite ; ainsi sa sœur Valia, laborantine toute sa vie dans le même centre de recherches militaires. Ainsi son mari Iossif, ouvrier toute sa vie dans la même usine jusqu'à sa mort en 1968 écrasé par une voiture (de lui elle ne saura ou ne voudra rien dire de plus, sinon qu'à sa mort – elle-même avait 49 ans – elle a

été obligée de reprendre un horaire très long, de 8 heures du matin à 8 heures du soir six jours par semaine).

Même stabilité dans l'emploi pour la génération suivante : ainsi sa fille aînée Rimma, monitrice de jardin d'enfants depuis 27 ans ; sa fille Natalia, manutentionnaire depuis 29 ans, et son mari, tourneur dans la même usine depuis 31 ans ; ainsi Victor, le mari de Rimma, conducteur d'autobus depuis 37 ans (elle compte les années) ; ainsi son propre fils Yuri, camionneur pour le même « combinat » depuis 20 ans.

Le ton est celui d'un constat, mais d'un constat qui valorise la stabilité dans l'emploi et qui semble dire : nous n'avons pas cherché à nous élever, nous n'avons pas cherché des emplois plus faciles, nous avons assumé avec courage des conditions de travail éprouvantes et des salaires médiocres. Nous nous sommes montrés fiables, loyaux ; de bons ouvriers. Là où nous avons été placés, nous avons fait de notre mieux.

> – Maria, vous avez été vendeuse toute votre vie ; comment se fait-il que vous n'en ayez pas profité ? Pendant la période de la « stagnation » (zastoiny), toutes les vendeuses s'enrichissaient considérablement, c'est un fait connu. Pourquoi pas vous ?
> – Je n'ai jamais pu voler. C'est vrai que dans le magasin, tout le monde faisait des « affaires ». Sauf moi et quelques autres vieilles. C'est pour ça que je n'ai jamais eu de promotion: parce que les autres, qui volaient, et les chefs qui volaient encore plus, se méfiaient de moi. Elles me tenaient à l'écart, et les chefs m'avaient prévenue : « si tu parles, tu prends la porte ». Je n'ai jamais rien dit.

* * *

Passons maintenant aux trajectoires des deux générations qui ont suivi celle de Maria : on verra comment elles ont vécu le dégel khroutchevien et le regel brejnevien (la « stagnation ») avant d'être plongées dans les turbulences de la perestroïka et de la fin de l'URSS.

Soit d'abord les deux fils de Yegor, le responsable d'une des baraks de Polegorodok. L'aîné, Anatoly, y est né en 1936. Il aimait par-dessus tout la liberté de mouvement, faire ce qu'il voulait. Aussi préférait-il la compagnie de

camarades extérieurs à Polegorodok. C'est ainsi qu'il découvrit les avantages que procure l'anonymat au sein d'une métropole géante. Mais sa socialisation aux modes de vie urbains n'allait pas lui porter chance.

Selon son frère Victor, il se mit à fréquenter des jeunes qui traînaient dans les rues et marchaient au « spirt » (alcool très concentré). Il délaissa l'école, partit au service militaire, en revint déjà alcoolique. Il passa d'un emploi de manœuvre à l'autre, ne trouva pas de femme qui veuille de lui, et mourut à 35 ans (1971).

Tout autre est le caractère de Victor, son jeune frère (celui qui a si bien décrit le contexte de Polegorodok). Né en 1938, il s'attache à bien étudier, puis réussit le concours de l'école des chauffeurs de trolleybus de Moscou, un métier ouvrier respecté et fort bien payé. Sous le régime soviétique les salaires des ouvriers très qualifiés étaient bien plus élevés que ceux des médecins, juristes, ou intellectuels. (En 1993 encore, le salaire d'un chauffeur de trolley est six fois plus élevé que celui d'un chercheur en sciences sociales).

En 1963 Victor a 25 ans ; il rencontre *Rimma*, la fille aînée de Maria, et l'épouse (c'est donc ici que les fils de nos histoires parallèles se nouent). Compte tenu de la crise aiguë de logement, Rimma vient vivre avec lui dans sa barak. Leurs deux filles Marina (1964) et Tania (1967) y naîtront.

Mais l'ère de Polegorodok se termine. Khrouchtchev a finalement succédé à Staline, et en 1956, il a (de sa propre initiative) porté le fer dans la plaie en dénonçant les crimes de son prédécesseur. La guerre froide cède le pas à la coexistence pacifique et la compétition pour le bien-être : bientôt la supériorité du modèle socialiste s'exprimera dans de meilleures conditions de vie. Khrouchtchev est allé aux États-Unis et a été séduit par les appartements de ses amis communistes américains. Il faut raser toutes les baraks, dit-il en revenant de voyage, et lancer un vaste programme de construction de petits immeubles modernes : quatre étages, et à chaque famille son logement (Andrusz 1984).

Polegorodok, ainsi que les autres quartiers de baraks, sera rasé à la fin des années 60 ; les familles seront relogées dans différentes banlieues de Moscou. La promiscuité reste la règle : trois générations vivent ensemble dans des logements très exigus (la norme maximale est de 10 m^2 par personne ; la norme minimale, celle en dessous de laquelle on peut commencer la procédure de

requête d'un appartement plus grand, est de 5 m^2 par personne). La plupart du temps d'ailleurs, il s'agit encore d'appartements communautaires : plusieurs familles partagent la même cuisine, les mêmes sanitaires, le même téléphone (quand il y en a un). Les paysans déracinés, qui avaient su reconstruire des relations villageoises en plein Moscou, sont dispersés aux quatre vents et prennent désormais conscience de leur aliénation vis-à-vis de la grande ville. Ils s'y sentent marginalisés, et sont considérés comme tels par les Moscovites de souche (en dépit des discours ouvriéristes) (Lewin 1988). L'esprit communautaire des conditions d'habitat s'est évanoui ; mais il survit encore à cette époque sur les lieux de travail ; Victor et Rimma en témoignent.

Rimma est née en 1943, dans une barak de Polegorodok. Très sociable et tournée vers les autres, pétrie de valeurs communautaires (elle a été élevée par sa grand-mère Tatiana la paysanne), elle croit au socialisme et désire ardemment le servir. Au moment où elle termine ses études secondaires (1960) la Ligue des Komsomols (Jeunesses communistes) lance une grande campagne qui consiste à envoyer la jeunesse « reconstruire les kolkhozes ». Quatre de ses camarades veulent s'y engager avec elle ; mais leurs parents s'y opposent et menacent de leur couper les vivres. Les cinq amies s'embauchent alors comme manutentionnaires à l'entrepôt des magasins d'alimentation de Medvekovo pour se faire de l'argent de poche avant de partir. Une vilaine coupure à la main retiendra Rimma à l'hôpital de Medvekovo tandis que ses camarades, ayant découvert la réalité des kolkhozes, s'en échappent et reviennent à Moscou à la première occasion. Guérie, Rimma reprend son emploi à l'entrepôt, et y monte vite en grade. Les cadres locaux du Parti repèrent son dynamisme et sa foi socialiste, et lui confient des responsabilités ; on lui propose en 1966 d'entrer au Parti, ce qui est une marque de confiance dont elle est très fière. Elle s'inscrit à l'Institut d'Economie Nationale, se préparant à une carrière de cadre dans la grande distribution. Mais elle est entre-temps tombée amoureuse du chauffeur d'autobus qui la ramène tous les soirs à Polegorodok : c'est notre Victor. Ils se marient, elle attend un enfant, et Victor – qui gagne bien sa vie – lui signifie qu'elle doit arrêter ses études pour s'occuper de leur bébé.

Rimma se résigne donc à quitter l'Institut et commence à travailler comme

monitrice de jardin d'enfants. Cette activité deviendra son métier, qu'elle exerce encore aujourd'hui.

Cette rupture de sa trajectoire professionnelle pour cause de mariage mettra aussi un terme à ses activités politiques ; en effet, les monitrices de jardin d'enfants sont toutes des femmes, et – dit Rimma – le militantisme politique ne les intéressait pas.

En revanche le milieu de travail est très intégré. Rimma (qui a aujourd'hui 50 ans) se souvient avec nostalgie de ses premières années de monitrice: « On se connaissait toutes, on se retrouvait chez moi le dimanche, à quinze dans notre deux-pièces ; on se disait tout, on partageait tout, les joies et les malheurs ». Sans s'en rendre compte peut-être, Rimma avait recréé autour d'elle l'atmosphère communautaire qu'elle avait tant aimée dans son enfance à Polegorodok, puis aux Jeunesses communistes.

La nostalgie qu'exprime Rimma en 1992, après la chute du régime ne se réduit pas à la nostalgie de la jeunesse ; elle exprime un malaise beaucoup plus profond, celui de la perte irrémédiable d'un modèle culturel qui créait du lien social, qui intégrait la société par un système de valeurs partagées sinon par tous, du moins par la grande majorité.

Son mari Victor dit la même chose de façon plus laconique: « je fais toujours le même boulot, je me rends au dépôt (de trolleys) tous les matins, mais l'ambiance n'est plus la même. Aujourd'hui plus personne n'a besoin de personne ».

Pourtant Victor conduit toujours son trolley comme avant ; ses conditions objectives de travail n'ont pas changé. Mais un ordre symbolique s'est défait, que rien encore n'a remplacé.

La sœur de Rimma, Natalia, a épousé un tourneur et est restée O.S. dans la même usine. Son frère Yuri est camionneur. Pourtant c'est sur lui que s'étaient portés tous les espoirs de sa mère Maria.

« Quand mon Yuri est né j'avais déjà 36 ans. Il était très différent de ses sœurs : toujours en mouvement, bruyant, têtu, mais très attachant. Il n'en faisait qu'à sa tête. Il a eu beaucoup de mal à finir sa scolarité obligatoire. Mais il était bon en maths, alors je l'ai inscrit au concours d'entrée d'un collège technique.

C'était un très bon collège, qui formait des techniciens-radio. J'espérais tant qu'il passe le concours. Il l'a réussi. Pendant un mois il est parti tôt le matin, comme s'il allait au collège ; et il rentrait en fin d'après-midi. Et puis, un jour il est revenu en milieu de journée. Peut-être qu'il a eu honte. Je lui ai demandé : ' Pourquoi si tôt aujourd'hui, Yuri ?'

– Maman, ça fait deux ou trois semaines que je n'ai plus mis les pieds au collège. Je ne veux plus étudier'.

J'ai eu un tel choc, je suis restée sans voix, là au milieu de la pièce, pétrifiée, sans pouvoir bouger un membre ni articuler un mot... »

Yuri est parti au service militaire (deux ans) il y a appris à conduire ; au retour il est devenu camionneur. Il s'est marié, a eu une petite fille, mais s'est mis à boire et sa femme l'a quitté avec l'enfant. Il est retourné vivre avec sa mère. C'était il y a dix ans ; il est encore là. Il passe tout son temps libre à écouter ses cassettes de rock ; il boit de plus en plus.

Dans cette génération donc, celle de Victor et de son frère Anatoly, de Rimma, Natalia, Yuri, on est né dans les baraks – des villages au cœur de la ville – au sein d'une classe ouvrière en formation ; et on est en général resté ouvrier. Rimma aurait pu suivre une carrière qui l'aurait menée à un statut de cadre ; mais cela aurait mis son mariage en danger. Sa cousine Natasha, fille unique de Valia la laborantine, est devenue économiste ; elle fait exception. Un autre cousin, Serguei, le fils de l'agent de police, était juriste ; il est aujourd'hui redevenu ouvrier, il gagne mieux sa vie ainsi.

Dans cette génération qui a aujourd'hui aux alentours de la cinquantaine, rester ouvrier n'était pas déchoir. Les ouvriers qualifiés avaient même des privilèges importants : des salaires élevés, des avantages non-monétaires, et bien entendu une sécurité d'emploi quasi-absolue.

Certes les logements étaient exigus, les denrées étaient rares, mais tout le monde était logé à la même enseigne. Le niveau de vie s'améliorait lentement ; la vie était prévisible. Les choses allaient dans le bon sens, du moins au niveau

de la vie quotidienne, et faire des plans avait un sens. Mais la perestroïka de Gorbatchev a détruit tout cela. La nostalgie de cette génération adulte repose donc sur des bases objectives, ainsi que sur le sentiment diffus d'une perte de sens ; la perte de l'Empire n'y est pour rien, c'est d'autre chose qu'il s'agit.

* * *

Si Victor et Rimma, qui travaillent tous deux dans les services publics, perçoivent clairement la transformation des rapports de travail, la fin des Gemeinschaften sur le lieu de travail, que dire alors de leurs deux filles, Marina et Tanja, âgées aujourd'hui de 29 et 26 ans, confrontées aux nouveaux rapports de production ? Comment s'y adaptent-elles, elles qui appartiennent à la génération montante ?

Marina, à la fin de ses études secondaires en 1982, a trouvé un emploi au Marché Central (administré) de Moscou, dans une boutique de revente d'objets usagés. Très vite elle s'est aperçue que tout le personnel faisait du trafic sur les objets qui lui étaient confiés : c'était la fin de l'ère brejnevienne, marquée par un affairisme illégal mais omniprésent. Ses collègues l'initièrent à leurs combines ; mais elle ne put s'y faire. Les valeurs d'honnêteté scrupuleuse que lui avaient enseignées sa grand-mère Maria et sa mère Rimma (communiste sincère) l'en empêchaient. Si bien qu'elle finit par être rejetée par l'équipe, et à quitter son emploi – emploi très recherché aujourd'hui, et qui se négocie à coup de centaines de milliers de roubles, parce qu'il est très lucratif.

En fait l'objectif de Marina était d'avoir son propre logement, d'y fonder un foyer, bref de vivre normalement, au besoin comme femme au foyer : attitude partagée par beaucoup de jeunes femmes aujourd'hui, et d'ailleurs encouragée par les « démocrates » pour cause de lutte contre le chômage. La question du logement était donc son obsession. Marina avait compris combien sa mère avait souffert de ne pas avoir son propre logement : Rimma avait attendu jusqu'à l'âge de 49 ans avant d'obtenir un appartement à elle. Rimma (sur le ton du regret) :

« Quand Marina s'est mariée – bien sûr elle habitait chez nous – elle a fait venir son mari dans notre deux-pièces. Ils prenaient une pièce, et notre autre fille Tanja

est venue dans notre chambre (elle avait déjà 17 ans). Ensuite Marina a été enceinte ; son enfant est né, ça faisait beaucoup de monde ; mais Tanja s'est mariée à son tour. Elle est partie habiter avec son mari chez sa belle-mère ; mais ça n'a pas duré. Elle s'est disputée avec elle et elle est revenue chez nous avec son mari. Pendant une année (1987) nous avons vécu à trois couples dans deux pièces avec le bébé, jusqu'à ce que Marina obtienne un appartement ».

Ce témoignage ne décrit d'ailleurs pas une situation exceptionnelle, mais au contraire la norme statistique : bien qu'il n'y ait plus eu d'enquête nationale sur le logement des Soviétiques depuis...la fin des années 20 ; bien que les questions relatives au logement aient été supprimées des recensements à cette époque et réintroduites seulement en 1989 (Volkov), on peut estimer que dans plus de 80% des cas, un jeune couple marié ne pouvait faire autrement que de vivre chez les parents de l'un d'eux pendant plusieurs années – en tous cas à Moscou.

Marina rêvait donc depuis longtemps d'avoir un chez-soi. Rappelons simplement qu'en régime socialiste, il n'y avait *rien* qui ressemble à un marché du logement : on ne pouvait ni acheter ni louer, mais seulement s'inscrire sur une liste d'attente, et attendre dix ans, quinze ans, plus encore, que l'administration veuille bien vous octroyer un nouveau logement en échange de l'ancien. Cependant, Marina *voulait* ce logement ; aussi commença-t-elle à travailler bénévolement comme employée dans une association d'échange d'appartements ; car la règle y était qu'après trois années de bénévolat, chaque employé pourrait en recevoir un. C'est ce qu'elle voulait. Marina ne chercha pas à profiter de l'accès privilégié aux informations que lui valait sa position ; elle attendait confiante. Au bout de deux ans, l'association fut dissoute... Il se trouva fort heureusement que s'étant mariée entre temps (à un technicien radio) et se trouvant enceinte, elle avait été placée in extremis sur une liste prioritaire ; aussi, en dépit de son honnêteté foncière, elle obtint finalement la jouissance d'un appartement à Moscou. Elle travaille désormais comme caissière, élève son enfant, ne se plaint pas de son sort : sa mère et sa grand-mère maternelle lui ont enseigné à « se contenter de ce qu'on a », à apprécier les « choses simples de la vie » auxquelles on a pu accéder par un travail honnête.

Sa jeune sœur Tanja, quant à elle, a d'autres ambitions. Influencée par

l'atmosphère affairiste qui règne désormais, elle veut « gagner de l'argent ». Elle est résolument moderne.

Tanja a trouvé un emploi dans une « coopérative » créée initialement par une grande entreprise d'informatique (entreprise d'État bien entendu) qui cherchait à loger ses cadres ; coopérative qui s'est rapidement autonomisée sous l'impulsion de son directeur au fur et à mesure qu'un marché du logement à l'occidentale se développait à Moscou, où la demande est trËs forte. Tanja travaille bien et beaucoup, et reçoit un bon salaire qu'elle a négocié elle-même : « je suis allée voir le patron et je lui ai dit : 'Je ne gagne pas assez ; il me faut une augmentation, sinon j'arrête'. Il a dit : 'Combien ?' J'ai dit : '10 000 roubles' (dix fois le salaire de ma mère). Il a répondu : 'D'accord, tu les auras ».

Mais Tanja est choquée par ce qu'elle découvre des rapports de travail marchands.

« Nos cadres, ce sont des jeunes gens qui sont en rivalité permanente l'un avec l'autre, font tout pour démolir leurs collègues ; et qui en même temps s'efforcent par tous les moyens de tirer un profit personnel de l'entreprise. Nous les femmes, on n'a pas le droit de se mêler de leurs affaires ; d'ailleurs le patron (boss) ne nous le permet pas. Je voudrais bien les aider à vendre les appartements, et prendre ma marge sur la revente ; mais je n'en ai pas le droit. Notre travail, à nous les femmes, c'est seulement de préparer les dossiers de vente, et de tenir la comptabilité.

Le patron se débrouille bien, je dois dire. La revente d'appartements lui sert seulement à faire de la trésorerie. En juin (1992) on sortait à peine du rouge. Mais il a créé en parallèle une entreprise de construction de logements ; c'est ce qu'il voulait depuis le début. Maintenant, toutes nos dettes sont pour l'entreprise qui nous a créés (la grande entreprise d'informatique) ; tandis que les profits qui viennent de la construction, on se les garde. C'est plusieurs millions de roubles.

Normalement on devrait se les partager. Pourquoi ? Parce qu'on est tous membres de la coopérative ; on est payés sur les bénéfices. Quand l'entreprise ne dégageait pas de profits, on a travaillé sans salaire, et encore plus dur. Là, ça rentre, mais on n'a pas de critères clairs pour redistribuer. Le patron nous explique : on va grandir, on va embaucher d'autres membres de la coopérative, il faut que je garde une part pour eux. Qu'est-ce que c'est que ce raisonnement ? Qu'ils viennent, et qu'ils montrent ce qu'ils savent faire ; qu'ils fassent gagner de l'argent à l'entreprise, et ils seront payés.

Le fond du problème, c'est que le patron pousse ses fils. Il dit toujours qu'il ne travaille pas pour lui mais pour ses fils. L'aîné vient seulement de terminer son secondaire : son père l'a inscrit dans un cours spécial (privé) de comptabilité. Ca

coûte très cher ; c'est notre entreprise qui paie. Ensuite il le mettra dans l'Institut des Hautes Études Commerciales. Ça coûtera encore plus cher. Et tout de suite après – il nous l'a dit : le fils prendra la tête de l'entreprise. Il vient visiter, il se croit chez lui, il nous fait même des avances : c'est complètement dégoûtant. Quand le second aura l'âge, son père créera une autre entreprise pour lui. Alors nous là-dedans, pour qui on travaille, finalement »?

Malgré ses valeurs « modernes », Tanja a du mal à se faire à l'idée que l'entreprise dans laquelle elle travaille soit une entreprise *privée*. L'ambiguïté initiale (Gorbatchev avait autorisé la création d'entreprises, mais sous le nom de « coopératives ») n'a pas encore épuisé tout son sens pour Tanja : comment imaginer que les profits dégagés par l'activité de dizaines de personnes soient appropriés par un seul ?

* * *

Au cours de l'un des entretiens, Tanja et sa mère Rimma étaient toutes deux présentes. La fille demande à la mère :

– Maman, franchement, une question de principe : ce que tu fais (monitrice de jardin d'enfants) est-ce que tu peux appeler ça un travail, quand c'est si peu payé ?

– Oui, mais, il y a la responsabilité, répond immédiatement la mère.

Tel serait donc le sentiment moral qui a tenu ensemble tout un système social pendant un demi siècle ? Mais Tanja ne se contente pas d'une réponse d'ordre moral, qu'elle ne comprend d'ailleurs pas.

– Ca n'a rien à voir avec ma question, maman. Combien tu gagnes ? (question rhétorique, elle connaît la réponse : 1 000 roubles, soit environ 35 F par mois). Moi j'ai 10 000 roubles, et la perspective de gagner 16 000 demain. Et toi ?

A cette question rhétorique, la mère répond dans les mêmes termes :

– Crois-tu vraiment que ça a du sens de parler de nous ?

« Nous » : au lieu de parler d'elle-même, comme individu, Rimma utilise le pronom collectif. « Nous », c'est la génération précédente, celle précisément qui se considérait encore comme un « Nous », et non comme une addition de

« moi », voire de « Je ». Ce « Nous » fraternel, au sein duquel l'individu se fond, serait donc la référence ultime, la source de sens et d'identité pour cette génération de Soviétiques, comme l'est l'individu pour, disons, un Américain. Mais aujourd'hui ce Nous se dissout rapidement dans l'atmosphère acide des rapports de marché.

Tanja pense différemment. Elle établit une relation *directe* entre la quantité et la qualité de son activité professionnelle et son revenu, qu'elle ne conçoit absolument pas comme un salaire : elle fait *gagner de l'argent* à son entreprise, et elle ramasse sa part. Il y a certes un « Nous », mais il est conjoncturel, traversé par des rivalités concurrentielles, fort peu symbolisé ; affaire de comptabilité plutôt. C'est un Nous opportuniste : demain, si Tanja trouve un meilleur job (elle y pense déjà), elle quittera sans regrets ce Nous d'occasion pour un autre. L'action rationnelle en finalité suppose un acteur et un but : dans les conditions nouvelles, l'acteur est individuel, et le but est son compte en banque.

Mais même chez Tanja, qui a fort bien compris les nouvelles règles du jeu, il y a des limites aux conduites individualistes ; une certaine morale devrait régler les conduites. Elle ne parvient pas à faire sienne la pensée des modernes Raskolnikovs : maintenant que le Dieu Lénine est mort, alors vraiment, tout est permis.

3. Analyse

Aussi schématique que soit la présentation de cette étude de cas (trajectoires de vies, brefs aperçus sur les contextes de vie, et sur les valeurs de nos « acteurs »), elle apporte quelques éléments utiles à une saisie anthropologique des classes populaires urbaines. L'histoire sociale de la famille Zamochkine n'est pas un cas unique, mais au contraire, de par les trajectoires sociales de ses générations successives, une histoire typique de la formation du prolétariat urbain en Russie. D'autres histoires sont plus tragiques ; inversement, certaines autres familles paysannes/ouvrières ont réussi à placer leurs enfants sur des trajectoires plus « hautes ». Celle-ci se situe donc dans la moyenne. Nous ne prétendons pas qu'elle soit idéal-typique, mais seulement que les *expériences* de vie de ses

membres, et surtout les *contextes* traversés – la migration du village vers la ville, la longue période d'habitat en baraks, puis en logements surpeuplés, les contextes de travail, la stabilité de l'emploi – tout cela, des millions d'autres familles l'ont vécu et traversé. Dans la mesure où l'on s'accorde à penser que les expériences de vie sont intériorisées en habitus, que les valeurs et représentations ne sont pas indépendantes des contextes et des expériences de vie, mais au contraire leur expression symbolisée, on conviendra que cette histoire particulière recèle des éléments de portée générale. Encore s'agit-il de les dégager des discours, de reconstruire leur cohérence.

Ce que nous cherchons à identifier, ce sont les éléments constitutifs du système de valeurs des classes populaires soviétiques aujourd'hui. Nous l'envisageons ici dans une perspective historiciste, c'est-à-dire comme le résultat d'une genèse qui remonte à la période pré-révolutionnaire ; mais cette genèse n'est pas autonome : les formes que prend ce système de valeurs à chaque époque dépendent en effet non seulement des formes précédentes, mais aussi du rapport institué entre dirigeants et dirigés, dominants et dominés. Un fil rouge nous guidera dans cette traversée audacieuse : c'est le concept d'économie morale (Scott 1976). A chaque étape successive de développement du système soviétique, le pacte tacite entre dirigeants/dominants et dirigés/dominés (nos « classes populaires ») change ; l'économie morale de toute la société, un instant déstabilisée, cherche un nouvel équilibre (Zaslavsky 1982). Nous examinerons successivement (et succinctement) quatre étapes : la paysannerie russe traditionnelle à la fin du régime tsariste, paysannerie d'où sont issues dans leur très grande majorité les classes populaires soviétiques, y compris bien entendu la classe ouvrière ; la formation du « modèle soviétique » sous Staline ; la désagrégation morale progressive de ce modèle sous Khroutchev, Brejnev, Gorbatchev ; enfin la période actuelle.

3.1 Le modèle communautaire de la paysannerie russe

Ce que ce court voyage dans l'histoire des mentalités d'une « famille » soviétique nous a permis d'entrevoir, c'est la prégnance d'un habitus – ou modèle culturel intériorisé – qui pourrait être qualifié de *communautaire*. Il est manifestement d'origine paysanne ; mais il a survécu longtemps au sein même de la

métropole, en s'appuyant (contrairement aux villes occidentales) sur le mode d'habitat communautaire, mais aussi sur le type « soviétique » de rapports de travail : la stabilité dans l'emploi, la centralité du « collectif » (l'équipe de travail), l'absence de *marchés* au sens occidental du terme (marchés du travail, marchés du logement). Le type d'agir social (au sens weberien) qu'implique ce modèle culturel diffère des quatre types proposés par Max Weber, même s'il comporte des éléments empruntés à ses quatre types. En effet, ce n'est qu'à titre secondaire qu'il peut être qualifié de rationnel en finalité, rationnel en valeur, affectif, ou traditionnel (au sens webérien de ce terme : action quasi automatique découlant d'une habitude). Pourtant il s'agit bien d'un type de conduite tout à fait cohérent ; mais ce qu'il vise en premier, c'est *l'intégration* de l'acteur au groupe ; c'est une contribution personnelle à l'intégration *du* groupe. Ce type de conduite « orientée vers ce groupe » comporte certes une composante de ce qu'Habermas a désigné sous le terme d'agir communicationnel. Toutefois ce qu'il vise n'est pas tant la rationalité communicationnelle que l'intégration affective et symbolique.

Ce modèle culturel communautaire a de profondes racines historiques (Riasanovsky 1955). Elles sont propres à la Russie, dont le modèle culturel paysan avait été façonné au cours des siècles par l'Église orthodoxe et le servage, lesquels s'appuyaient sur la tradition de la commune paysanne, l'*obcht'china*, plus connue en Occident sous le nom de « *mir* » (Malia 1955). Pour être bref, disons que dans la plus grande partie de la Russie, les terres d'un village, ou plutôt d'une « commune » (obcht'china) étaient considérées par les paysans comme appartenant.. au seigneur bien sûr, mais ensuite à la commune elle-même : elles étaient redistribuées périodiquement, par le conseil de la commune composé des chefs de famille, entre les familles proportionnellement à leur taille. Les seigneurs s'appuyaient sur cette coutume ancienne pour lever les impôts (à moins que ce ne soit le prélèvement d'impôts qui ait sinon créé voire renforcée la coutume : le doute existe encore aujourd'hui) : ce n'est pas à chaque chef de famille en particulier, mais à la commune en tant que telle qu'ils réclamaient le versement de ces impôts. A la commune de se débrouiller pour en répartir la charge entre les foyers, et en recueillir la manne (Atkinson 1983).

Les communes étaient donc tenues de se réunir fréquemment, et de tenir conseil jusqu'à ce qu'un consensus se dégage : telle est l'une des racines pivotantes de l'idée communautaire en Russie.

Mais il faut aussi prendre en compte l'influence considérable de l'Église orthodoxe. Sa conception du monde tournait autour de quelques idées centrales. Tout d'abord, l'Église orthodoxe est l'héritière *directe* du Christ martyr, via Byzance ; et l'Église de Rome n'est qu'une imposture. Ensuite, la communauté des croyants doit se réunir autour de son chef religieux, et aplanir les différends en son sein ; il est son guide, tout débat d'idées est à éviter, toute discussion théologique, toute division : l'essentiel, c'est l'union et la vraie foi, celle qui vient du cœur. L'Occident hérétique, avec ses idées de libre discussion, de démocratie, de modernisation, son intellectualisme, introduit des ferments de division et de confusion dont il convient de protéger les fidèles. Croire, obéir, se soumettre, vivre en harmonie avec la communauté des croyants : voici ce que l'Église orthodoxe attend d'eux (Pascal 1973).

Il est d'ailleurs frappant de constater à quel point le Parti Communiste d'Union soviétique, ou plutôt ce que Staline en a fait, a réalisé le « programme » de l'Église orthodoxe : isolement de l'Occident et protection de ses influences délétères par des frontières infranchissables, tant matérielles que symboliques ; exigence de foi, d'obéissance, de confiance ; respect de l'autorité, rejet de l'esprit critique taxé de « déviationnisme » (l'Église parlait d'« hérésie » ; esprit communautaire. Peut-être n'est-il pas totalement fortuit que Joseph Djougachvili dit Staline ait fait des études de séminariste... (Tucker 1973).

Certes ce modèle communautaire aurait pu se dissoudre, si la migration vers les villes s'était accompagnée d'une entrée dans une société de marchés où l'individualisme ne peut que se développer. Mais c'est le contraire qui s'est produit : le mode de logement en baraks reproduit la vie de village ; l'attribution administrative des emplois, la sécurité d'emploi, et surtout que l'absence de rapport direct entre le travail fourni (en quantité comme en qualité) au sein du « collectif » et le salaire redistribué, tous ces traits du système soviétique tendent à décourager l'esprit d'initiative (relativement au régime d'économie de marchés qui a structuré le développement des pays occidentaux). Qui plus est, l'idéologie totalitaire développée sous Staline renforce la prégnance du modèle

communautaire, dans la mesure où elle se fonde sur des sèmes familiers dont elle se réapproprie les contenus tout en leur donnant une forme apparemment nouvelle, celle du langage collectiviste.

Tout cela ne va certes pas sans contradictions. Les paysans fraîchement arrivés en ville, qui possédaient leur isba au village, n'apprécient peut-être pas d'être empilés les uns sur les autres dans ces isbas collectives que sont les baraks. Mais par ailleurs ils ont besoin, eux qui débarquent dans un univers inconnu, de se serrer les coudes, de se sentir entourés de villageois comme eux. « Sentir le coude » de l'autre, cette expression populaire russe a une connotation positive (Molotkov 1967). Entre émigrés des campagnes on se tient chaud ; on s'entraide.

On peut donc avancer l'hypothèse que le modèle communautaire de la paysannerie russe a été non pas détruit mais préservé par la forme spécifique d'accueil dans les villes soviétiques ; il est même vraisemblable qu'une partie non négligeable de l'idéologie stalinienne a puisé son inspiration non pas dans les textes de Marx ou de Lénine (qui méprisaient l'un et l'autre la paysannerie) mais dans l'expérience paysanne russe... (Lewin 1977).

Quelle est la relation de ce modèle culturel communautaire, qui apparaît si prégnant chez les Zamochkine mais aussi chez bien d'autres de nos familles, avec l'idéologie soviétique ? S'agit-il d'un simple décalque, ou d'une réinterprétation ?

3.2 Sous Staline : la formation du modèle culturel soviétique

L'élimination par Staline de ses rivaux dans la course au pouvoir, d'abord par la lutte politique, puis par les méthodes policières que l'on sait, a constitué une rupture profonde avec les années 20 ; on peut parler à ce titre soit d'une « révolution dans la révolution », soit plus justement peut-être, d'une contre-révolution (Lewin 1987). Le rêve d'émancipation des travailleurs annoncé par Marx aboutissait à l'installation d'un régime totalitaire bannissant les droits civils, la liberté d'expression et de critique, la liberté d'association et les droits politiques déjà fort mis à mal après octobre 1917. La génération des vieux-bolchéviques fut décimée par la répression policière. Elle fut remplacée aux postes de commande par une génération d'apparatchiks opportunistes

(Brzezinski 1956). Le « marxisme-léninisme », une expression forgée par Staline et que Lénine sans doute, Marx certainement auraient rejeté avec vigueur, devint l'idéologie officielle, répétée mille fois. Des millions de paysans prospères, de spécialistes formés à l'époque du tsar, de simples paysans ou ouvriers furent jetés en prison, dans les camps, ou exécutés d'une balle dans la nuque ; sans compter de nombreux militants communistes sincères (Conquest 1968). Aujourd'hui encore on ne sait pas le nombre exact des victimes de ces années de plomb ; on sait seulement qu'elles se chiffrent par millions. Mais quand Marina Malysheva demande par exemple à Maria (née en 1919) si sa famille a eu à souffrir des purges, la réponse tombe, brève et sèche : « Ça ne nous concernait pas ».

Vu et vécu de l'intérieur, en effet, le totalitarisme présentait un autre visage. Les crimes d'État restaient secrets. Les arrestations étaient accompagnées par des justifications plausibles aux yeux des contemporains : même ceux qui procédaient aux arrestations pouvaient croire à ces motifs. Ils faisaient partie des rouages d'une gigantesque machine qui, subjectivement, croyait œuvrer à développer le pays dans la bonne direction, celle du socialisme scientifique. Or, le développement se faisait attendre : crise très profonde de l'agriculture, grippage des engrenages de l'économie planifiée. Sur le papier, l'économie administrée était un modèle parfaitement rationnel ; ça aurait dû marcher. Comme cela ne marchait guère, et qu'il n'était pas question de mettre en cause la théorie, c'était donc que des opposants faisaient de leur mieux pour saboter la mise en œuvre. Explication plausible pour l'époque, qui « justifiait » que l'on éliminât ces opposants (Getty 1985).

Les briques de l'édifice stalinien, c'était bien entendu les rapports de pouvoir. L'argent avait perdu tout pouvoir social. L'éducation était seconde par rapport à la loyauté vis-à-vis des dirigeants. La dimension du pouvoir politico-administratif structurait toute la société du haut en bas. Il n'y avait plus de riches ni de pauvres, mais seulement des niveaux de pouvoir différents. Officiellement, la société soviétique était composée de deux classes sociales productives : les kolkhoziens et les ouvriers, et d'une couche de « services » destinée à organiser, encadrer, aider la production. En fait la société soviétique (selon Leonid Gordon) se composait de six strates définies par leur position sur l'axe

du pouvoir : la classe dirigeante (ce qu'en Occident on appellera plus tard la nomenklatura) ; la couche des fonctionnaires d'autorité ; la masse des travailleurs libres, ouvriers de villes par exemple. Puis la masse des kolkhoziens, fixés au village par le passeport intérieur ; celle des assignés à résidence, anciens prisonniers, suspects vivant sous la terreur ; enfin les emprisonnés, le peuple des prisons et des camps, invisible sur la scène centrale.

Il fallait donner un sens positif, une âme à cette cage de fer : ce fut l'idéologie soviétique développée par Staline et ses proches (ainsi Makarenko pour l'éducation). Présentée comme une synthèse originale des idées de Marx, d'Engels et de Lénine, cette idéologie empruntait en réalité bien des éléments au modèle communautaire de la paysannerie russe, ce qui en retour la rendait immédiatement compréhensible et assimilable par « le peuple ». D'où l'accent mis sur le collectif, sur le paternalisme du Parti, de l'État, du chef suprême ; sur le respect des autorités, la soumission à leurs volontés ; la stigmatisation du non-conformisme ; la valorisation de l'intégration aux collectifs auxquels on appartient, et qui s'emboîtent comme des poupées russes : l'atelier ou l'équipe de kolkhoziens, l'usine ou le kolkhoze, la région, la république, l'URSS. Bref, un modèle holiste, dans lequel l'activité et la vie de chacun n'a de sens que par rapport aux « touts » dont il/elle fait partie (Ulam 1955).

La force de pénétration dans les consciences de ce modèle holiste provient sans doute, outre sa répétition quotidienne, de son homologie secrète avec le modèle communautaire des paysans russes. Wladimir Berelowich en a fait la démonstration convaincante pour ce qui est de la famille (Berelowich 1993 ; voir aussi Kerblay 1977, 1988). Les traits qui caractérisent la famille paysanne, ainsi l'indivision, la polynucléarité (cohabitation sous le même toit des parents et des jeunes couples formés par leurs fils), le pouvoir patriarcal, l'égalitarisme entre fils, l'absence de responsabilités et de droits des individus en tant que tels, on peut les retrouver un à un, sous une forme certes transformée, dans le modèle soviétique de famille urbaine. Chacun de ces traits se voit certes attribuer par l'idéologie une signification nouvelle ; mais l'essentiel est que des valeurs familières à tous soient ainsi relégitimées par le même Parti tout-puissant qui, peu de temps auparavant, prônait le rejet de l'autorité patriarcale, la facilité du divorce, l'amour libre. Ainsi peuvent se perpétuer, habillés de mots nouveaux,

des rapports intrafamiliaux traditionnels ; ainsi se conserve le contenu d'une structure anthropologique trés ancienne.

Comme le signale Berelowich, le principal changement se situe peut-être dans l'ordre du symbolique : à la figure du père-patriarche se substitue celle de Staline lui-même, dont le père réel ne peut être qu'une « pâle icône » (Berelowich 1993, 219). Cette substitution symbolique au demeurant ne tombe pas du ciel : le père de famille a en effet été dépossédé de tous ses biens, de son autorité juridique sur ses enfants, de son autonomie de décision ; il n'est plus qu'un simple employé soumis à l'autorité de son « collectif », de l'État et du Parti ; or précisément, qui dispose maintenant de tous les biens, de l'autorité juridique et de l'autonomie de décision, sinon le Parti, qu'incarne institutionnellement et symboliquement Staline ?

Il revient donc à ce tout-puissant État-Parti de se substituer au père de famille pour tout ce qui concerne l'éducation de ses enfants, leur santé, leur croissance, leur bien-être ; il leur trouve un emploi, les façonne, les oriente, les mobilise pour une glorieuse tâche, la concentration de toutes les énergies du pays pour la construction du socialisme.

Nombreux sont, parmi les plus âgés de nos interviewés, ceux qui ont cru à ce modèle dans leur jeunesse, au point d'y investir toutes leurs juvéniles énergies. Les plus fervents étaient ceux qui étaient chargés de faire passer le message dans l'espace « public » : les maîtres d'école, les enseignants, les philosophes et autres intellectuels ; et ceux qui recevaient ce message en première ligne, les enfants des écoles, les lycéens, les étudiants. Ils n'avaient pas de point de comparaison ; leurs parents qui, parce qu'ils avaient subi la collectivisation et/ou la répression, avaient quelques doutes, se taisaient (pour se protéger, mais surtout pour protéger leurs enfants). C'est seulement après quelques mois ou quelques années de travail en usine ou au kolkhoze que les dures réalités de l'existence commençaient à leur ouvrir les yeux

Pour tenter de comprendre comment ce message, cette idéologie omniprésente a pu être profondément intériorisée, il n'est pas inutile de se poser la question du type d'agir qui lui correspondait.

Ce ne pouvait être un agir orienté vers des fins individuelles : l'individualisme était évidemment stigmatisé comme égoïsme. Ce luxe était réservé à ceux

qui participaient, à leurs risques et périls, au grand jeu politique. C'était un agir orienté par le sens du *devoir*. Chacun, à son poste, avait sa tâche à accomplir, qui n'avait de sens qu'intégrée dans la tâche collective assignée à l'équipe de travail, à l'usine, au kolkhoze, par le Plan. Les autres travaillent pour toi ; et toi, tu refuserais de travailler pour eux ? Impossible d'échapper à cette injonction, cœur de l'économie morale du pays.

Au demeurant cette injonction était relayée par les personnes (le terme d'individu serait ici anachronique) elles-mêmes sur leurs pairs, donc en quelque sorte latéralement et non plus verticalement. Que quelqu'un ne fasse pas son travail, et ce n'était pas seulement lui mais toute l'équipe qui était sanctionnée, punie : principe de la responsabilité collective. D'où une très forte et constante pression morale des uns sur les autres.

Quand le système commence à perdre de sa crédibilité morale, cette responsabilité collective se renversera en irresponsabilité individuelle. Mais pour autant que le système est crédible – et il le reste tant qu'aucune critique ne peut s'exprimer à haute voix contre lui – l'agir orienté par la norme s'intériorise non seulement en sens du devoir, mais en ce qu'on pourrait appeler, à la Mauss, le don et surtout la dette (le sentiment d'une dette inextinguible). C'est-à-dire : « nous sommes tous embarqués sur le même bateau, qui affronte une terrible tempête (l'ennemi extérieur) ; et tous logés à la même enseigne. Chacun doit y mettre du sien. Peu importe qu'il n'y ait guère de rapport entre mes efforts et ce que je reçois en échange. Personne ne s'enrichit sur mon dos, puisque l'exploitation de l'homme par l'homme a été abolie. D'autres, dans notre immense patrie, font ce qu'ils ont à faire ; les kolkhoziens me donnent à manger, les ouvrières du textile et du vêtement me vêtissent, les ouvriers du bâtiment construisent mon futur appartement. Nos soldats sont prêts à donner leur vie pour protéger ma famille. Tous me donnent leur travail ; je dois leur donner le mien. J'ai besoin d'eux, ils ont besoin de moi. Moi, par exemple, Victor, conducteur de trolleybus, je ne suis qu'un rouage, mais un rouage indispensable ; sans nos trolleys, comment faire tourner les usines, les magasins ? »

N'est-ce pas un tel sentiment d'utilité sociale que Victor regrette quand il remarque, de façon énigmatique : « Aujourd'hui, plus personne n'a besoin de personne » ? C'est que l'argent abolit la dette : je t'ai payé, je ne dois plus rien

du tout. Si tu n'es pas content, trouve-toi un autre travail. L'argent, équivalent universel, médiation sociale pour Parsons, est aussi ce qui repousse chacun dans sa monade individuelle. Les rapports de marché réduisent les relations sociales à des relations d'échange marchand et noient les autres formes de lien social « dans les eaux glacées du calcul égoïste' ».

D'où ce sentiment de forte nostalgie pour une époque où le collectif avait un sens. L'apogée du modèle communautaire, c'est sans doute l'après-guerre (Victor était à l'école primaire). Toute guerre fortifie le sentiment communautaire ; surtout une guerre défensive, quand la patrie est en danger. Le modèle communautaire « socialiste » a été considérablement magnifié par la Grande Guerre Patriotique de 1941–45. Jamais Staline n'aura été aussi populaire que pendant ces années (alors que, bien entendu, le très lourd tribut en vies humaines des première semaines de guerre, lorsque les chars allemands furent arrêtés aux portes de Moscou par des poitrines quasi-désarmées, aurait pu être évité si Staline n'avait pas complètement désorganisé le haut-commandement militaire, et fait un peu moins confiance à son allié Hitler). C'est bien l'Union Soviétique en effet qui a triomphé du Mal absolu à Stalingrad ; c'est elle qui a vaincu l'hydre et l'a pourchassée jusque dans son antre, à Berlin (Werth 1971). En Europe, les Anglais, les Américains même n'ont fait que de la figuration. Tel est le discours (plausible) qui renforce considérablement la crédibilité du régime communiste... et permet d'affecter la majorité des ressources du pays au complexe militaro-industriel.

La prégnance extraordinaire du modèle culturel soviétique (stalinien) persistera après la guerre, à la faveur de la guerre froide. C'est seulement après 1956 et le rapport Khroutchev que les premiers doutes apparaissent ; mais l'expérience de la guerre, et l'ancrage du modèle stalinien dans le modèle culturel communautaire, prolongeront son existence pour les générations qui l'ont intériorisé à l'âge où l'esprit est malléable.

Ce n'est qu'au cours des années 60, grâce au (relatif) dégel khroutchevien, que commence à s'opérer une certaine distanciation des couches populaires d'avec le modèle stalinien où elles avaient cru se reconnaître (Bushnell 1980). Mais cette distanciation est lente et résistible. En accusant un homme, Staline, et une orientation, le « culte de la personnalité », Khroustchev a sauvé l'essentiel :

le rôle dirigeant du Parti. Cette fois-ci, dit-il péremptoire, nous sommes sur la bonne voie. Continuez à travailler dur, et demain nous rattraperons les États-Unis ; puis nous les laisserons loin derrière nous.

3.3 La distanciation progressive du modèle soviétique

Si, après la victoire de 1945, les Soviétiques adhéraient dans leur masse à l'idéologie communiste, il paraît acquis qu'au début des années 80 ils n'y croient plus guère – ce qui d'ailleurs, compte tenu de l'impossibilité de trouver une expression publique et politique à ce scepticisme, ne semblait pas menacer la stabilité d'un régime que l'on considérait alors comme inébranlable. Cette longue phase de transition est celle dont la description et l'analyse est la plus difficile. L'étude des cas citée ici n'apporte que peu d'éléments, parce qu'elle ne contient pas dans son champ d'observation la génération née dans les années 50 (d'autres études de cas nous apportent cependant des éléments d'information). Ce qu'elle nous montre cependant, c'est la persistance, chez les filles de Victor et Rimma, de valeurs communautaires, *malgré* un rejet du modèle communiste. Tel est le phénomène essentiel qu'il s'agit d'essayer de décortiquer.

La structure de la société soviétique telle que Staline l'avait modelée et consolidée était une structure de classe opposant dirigeants et dirigés. Un *pacte* unissait ces deux groupes, pacte qui pourrait être formulé ainsi, du point de vue de la classe dirigeante/dominante : « nous dirigeons, vous travaillez ; nous commandons, vous obéissez ; mais nous partageons équitablement les richesses crées en commun. Nous ne profitons pas de notre pouvoir pour nous enrichir ». Or ce pacte ne tenait qu'aussi longtemps que les dirigeants le respectaient.

La poisson pourrit par la tête : ce proverbe chinois résume bien l'évolution du régime communiste des années 60 aux années 80. Après la mort de Staline, une règle tacite semble avoir lié entre eux les membres de la nomenklatura : bannissons la violence entre nous ; dans nos luttes politiques internes, disons que plus jamais les vainqueurs n'iront jusqu'à l'élimination physique des vaincus. Ils seront seulement mis sur la touche.

Dès lors, la tentation était trop forte de profiter des positions de pouvoir pour accumuler les privilèges. La corruption partait du sommet, et commença à se répandre dans le corps social. Elle devint assez rapidement *visible* aux yeux des dirigés.

Il ne s'agit pas seulement du développement rapide des magasins spéciaux ou des datchas de luxe (peu visibles) ; il s'agit par exemple de l'accaparement, par les familles de nomenklaturistes, des places dans les meilleurs Instituts de l'Union ; elles étaient en quelque sorte réservés à l'avance pour leurs enfants. Nos études de cas abondent de tels exemples. A partir de Brejnev, cette pratique se répand et aboutit rapidement à une véritable reproduction intergénérationnelle de la classe dirigeante (Matthews 1978). Sans doute le phénomène existait-il auparavant, mais au sein d'un cercle très restreint, et de façon cachée ; à partir des années 70 il prend un caractère massif et (surtout) visible.

Or dans un pacte fondé sur le devoir et la dette, si l'un des partenaires se met à tricher de façon systématique, c'est l'ensemble du pacte qui s'effondre. Au cynisme des dirigeants répondit bientôt celui des masses laborieuses qui réagirent en montrant de moins en moins d'ardeur au travail. « Ils font semblant de nous payer ; nous faisons semblant de travailler ».

Le rythme de croissance commença à ralentir. Mais cela ne menaçait pas encore la stabilité du système. Ainsi Zinoviev, l'un des analystes les plus incisifs de cette époque, tout en dévoilant le décalage entre les discours et les conduites, concluait que les masses y trouvaient leur compte. Elles travaillaient peu et étaient assurées d'un minimum vital qui s'accroissait progressivement : que demander de plus ?

La consommation, peut-être. Les années 60 et au-delà voient le développement d'un phénomène nouveau en URSS : celui de la *vie privée*. C'est à l'époque une idée neuve comme elle a pu l'être en Europe occidentale au dix-huitième siècle (Sennett 1977). Mais le désir d'élargir une petite sphère qui n'appartienne qu'à soi et aux siens, qui serait protégée de l'intrusion des voisins, du Parti, de la pression sociale, grandit à mesure que décroît le romantisme révolutionnaire.

La génération des paysans débarqués en ville avait besoin de « sentir le coude » de ceux qui partageaient son expérience historique. La génération suivante trouve insupportable de ne pas disposer d'un chez-soi. Partager sa chambre avec d'autres adultes, et sa cuisine avec d'autres familles, est-ce là un mode de vie normal en temps de paix ? Être obligé de parcourir la ville, voire le pays pour trouver à acheter de la viande, des chaussures ou du papier-toilette,

est-ce là chose normale ? Faire semblant de travailler, soit ; mais faire semblant de consommer, cela n'a aucun sens. Le concept de *vie privée*, étranger jusqu'ici à la culture des classes populaires russes, se développe d'autant plus vite qu'il constitue une réaction de protection contre l'inquisition incessante du pouvoir central et de ses relais locaux. Ce n'est pas de *plus d'espace public* dont les Russes ressentent le besoin, à partir des années 60, mais de *plus d'espace privé*. D'où, entre autres conduites, la recherche de la solitude dans les forêts, au sein de l'immense nature sauvage, le plus loin possible des centres de pouvoir et de propagande.

Il y a donc désaffection croissante pour le modèle soviétique, représenté par des vieillards cacochymes que l'on sait vaniteux et corrompus. En *Occident*, et particulièrement aux États-Unis, se répand alors l'idée qu'à l'image des Hongrois ou des Polonais, qui sont en train de « passer à l'Ouest » culturellement (Held 1981), les Russes aussi, quoi qu'avec retard, sont en train d'abandonner les valeurs « collectivistes » pour un modèle culturel fondé sur l'individualisme. Zinoviev n'est pas de cet avis : selon lui l'homo sovieticus s'est installé confortablement dans le double langage ; il ne désire que la sécurité, et trouver un peu de viande. L'hypothèse que nous tentons de développer ici est différente : le scepticisme des Russes à l'égard du modèle soviétique ne signifie pas nécessairement l'abandon des valeurs communautaires, l'adhésion à une vision à la Hobbes ou à la Darwin des sociétés humaines ; mais contrairement à ce que pense Zinoviev) la situation schizophrénique du pays dans les années 70 ne peut durer éternellement ; elle est minée de l'intérieur par sa nature contradictoire.

Le « communisme » à la mode de Staline avait été instauré en religion. Comme toute religion, celle-ci comportait une morale (système de valeurs, normes de conduite) qui impliquait elle-même une éthique. Les dirigeants du pays (politiciens) ont commencé par abandonner l'éthique, tout en maintenant les dehors d'une conduite morale et en continuant à croire à leur religion. Puis la morale a sauté, et finalement la croyance.

Pour les masses laborieuses l'ordre est inversé. Ce qui comptait pour elles, c'est ce qui compte dans la vie quotidienne et l'interaction avec autrui ; c'est-à-dire l'éthique. Elles ont cessé assez tôt de croire à la propagande, compte tenu du décalage (évident pour les adultes) entre les prêches et la réalité. Les règles de

conduite ont tenu plus longtemps, parce qu'elles étaient indispensables au bon fonctionnement des collectifs de travail et d'habitat, et à leur « économie morale » ; mais la gabegie et la corruption ont fini par les corroder. Restait l'éthique – égalité, justice, solidarité, foi – ; elle formait le cœur du modèle culturel des classes populaires russes. L'hypothèse que je propose est que cette éthique communautaire avait été profondément intériorisée sous Staline, notamment parce qu'elle correspondait à l'éthique paysanne antérieure, et qu'elle était adaptée aux conditions de vie des paysans déracinés – c'est-à-dire de la grande majorité de la population urbaine de l'époque. Elle devint une seconde nature, un habitus. Si, à partir des années 60, cet habitus se révéla de plus en plus inadéquat, les valeurs sur lesquelles il était fondé ont persisté jusqu'à aujourd'hui : non seulement dans le cœur des générations historiques socialisées sous Staline, mais dans les générations suivantes. Les conditions de vie y sont pour beaucoup : par exemple la forme du salaire (indépendant de la performance), ou le mode d'habitat : dans la très grande majorité de nos familles, ce ne sont pas deux mais trois générations qui cohabitaient, en général dans une ou deux pièces. Enfin, compte tenu de l'emploi salarié des mères et des longs horaires de travail, c'étaient les grands-mères qui élevaient les enfants, leur enseignant donc leurs propres valeurs : celles de l'habitus communautaire, qui enjambait ainsi une génération.

On peut même se demander si le rejet progressif de l'idéologie communiste, loin de correspondre à une distanciation des valeurs communautaires, ne provenait pas au contraire d'une déception face à la trahison de plus en plus manifeste de ces mêmes valeurs par une classe dirigeante trop exclusivement et manifestement occupée à empiler ses propres privilèges.

Quand la nomenklatura se rend compte qu'il faut faire quelque chose, elle porte Gorbatchev au pouvoir. Homme de conviction, adhérant semble-t-il autant à l'éthique et à la morale socialistes (autant qu'un homme politique puisse le faire en tous cas) qu'à la religion séculière léniniste, celui-ci croit possible de reconstruire l'économie morale du pays sur la base d'idéaux socialistes qui ne sont autres pour lui que la meilleure traduction possible des « valeurs humaines universelles », par lesquelles il entend sans doute un ensemble de valeurs proches de celui des philosophes des Lumières : Raison, liberté, égalité,

solidarité. Il n'est pas sûr que le peuple russe se reconnaisse dans ces valeurs-là ; mais de toute façon il est déjà trop tard : le pacte a été gravement trahi ; trop de mensonges répétés, trop d'incompétence ont décrédibilisé les discours des dirigeants ; et surtout, aucune amélioration sensible du niveau de vie ne vient confirmer la justesse de la nouvelle orientation, bien au contraire. Lorsque les sociologues de l'Institut de sondages financé par les syndicats (et dirigé par Tatiana Zaslavskaya) parviennent enfin à inclure dans une enquête nationale la question : « À quelle institution faites-vous le plus confiance pour diriger le pays ? », la réponse est sans appel : PCUS 14 %. C'est le commencement de la fin. On connaît la suite.

3.4 Rapports de marché et éthique communautaire

La société russe est aujourd'hui en plein chaos. Les anciennes règles du jeu sont devenues largement obsolètes ; et les nouvelles règles introduites par l'économie de marché ont subi, du fait de leur implantation forcée, une distorsion consi-dérable. C'est par exemple un capitalisme sans concurrence, un capitalisme de « mafias » monopolistes qui s'approprient tel ou tel marché et y dictent leurs prix ; un capitalisme sans droit, sans foi ni loi. N'est-il pas un peu naïf de penser que, parce que ce mode d'organisation des rapports économiques a fait la fortune des États-Unis, les Russes vont l'accueillir les yeux fermés, qu'ils sont trop archaïques pour se faire leur propre opinion sur cette forme de modernité ?

Nous pensons au contraire qu'ils n'ont pas perdu leur capacité d'évaluation ni leurs repères culturels. Ils jugent les nouveaux rapports de marché à l'aune de leur propre code culturel, qui n'est certes plus le code communiste, mais qui pour autant n'est ni le code américain, ni un néant moral. Ce code, c'est celui d'un modèle culturel communautaire, qui n'exclut pas la performance individuelle et sa rétribution équitable, mais *à l'intérieur* d'un ensemble plus large qui tient lieu de référence ultime. Cet ensemble, ce « collectif » ou totalité de référence, c'était autrefois la société soviétique. Aujourd'hui sa taille s'est considérablement réduite : ce n'est même plus la Russie, c'est la région dans laquelle on vit, voire l'entreprise. Mais la nécessité de se raccrocher à un tout demeure forte : l'individualisme n'est pas, ne peut être perçu comme source de

sens et de moralité ; bien au contraire, s'il émerge comme principe d'action rationnelle stratégique, c'est au prix d'un rejet de la dimension morale.

Il y a longtemps qu'aux États-Unis mêmes, le divorce à l'amiable entre l'éthique protestante et le monde des affaires a été prononcé (pourquoi, sinon, y aurait-il du travail pour 750.000 *lawyers*, la moitié des avocats de toute la planète ?). La variante américaine du capitalisme, celle qui exportée vers la Russie, ne connaît désormais plus qu'une mesure de la réussite (le profit à court terme) et qu'un principe moral : la juste rétribution de la performance individuelle, indépendamment de toute autre considération (niveau de diplôme ou capital de relations). Mais c'est à peine un principe « moral » : en effet, les rapports de concurrence entre acteurs (« le marché », c'est-à-dire les marchés) sont supposés réguler l'offre et la demande de performance, et rémunérer les performances de qualité variable à leur juste prix. C'est le marché lui-même qui est moral, non les individus. Toute notion de *contenu intrinsèque* des performances qui réintroduirait la possibilité d'un jugement moral est évacuée par la logique du marché posée comme un dogme. Un télé-évangéliste qui gagne beaucoup d'argent, mérite ses gains puisque c'est sa performance qui a incité les téléspectateurs à lui envoyer des dons (personne ne les y a forcés). Un bon homme d'affaires est celui qui gagne beaucoup d'argent, et peu importe de quelle manière : tourner les règles du jeu à son profit, c'est seulement faire preuve d'une compétence supérieure. Et comme, en Russie post-communiste, il n'existe même plus de règles du jeu.

Le robuste principe du marché a pu séduire un temps des populations trop longtemps abreuvées de morale altruiste (« camarades, encore un effort pour Cuba, pour le Viêt-nam, etc. ») ; mais pour autant qu'on ne leur destine pas dans l'affaire le rôle du pigeon, ce qui se produit quand l'argent se greffe sur des rapports de pouvoir préexistants, interdisant ainsi la concurrence et verrouillant le jeu. Car c'est alors que l'éthique communautaire, par contrecoup, peut se réveiller.

Dans notre exemple empirique, la jeune Marina approuve l'escroquerie que met en œuvre son patron au détriment de l'institution qui l'a aidé à fonder son entreprise ; mais elle remet en cause le monopole que s'arrogent les cadres masculins sur la vente des appartements, les juteuses primes qui accompagnent

cette activité ; et elle ne parvient pas à trouver juste (c'est-à-dire moral) le principe fondamental du capitalisme, à savoir la propriété privée des moyens de production, et l'appropriation privée des profits qui en découle.

Cette brève esquisse historique d'une économie morale et de ses vicissitudes a été construite, on l'aura compris, dans une perspective de structuralisme génétique. La périodisation proposée est celle du pouvoir en Russie : cette approche à la Nietzsche semble particulièrement adéquate pour une société qui, du tsar aux bolcheviks et de Staline à Brejnev, a été constamment structurée par la dimension du pouvoir. A chaque étape successive, les détenteurs du pouvoir proposent un pacte à la population laborieuse : ce pacte les engage autant qu'il engage ceux qui y sont soumis. Parce que ce pacte est imposé d'en haut, parce qu'il ne laisse aucune place à l'autonomie des agents, il fonctionne non pas à la rationalité instrumentale ou stratégique (ce jeu-là est réservé aux agents de la classe politique et règle leurs luttes intestines), mais au sens du devoir, à la pression morale et sociale – s'appuyant sur la violence administrative, voire la terreur – pour l'accomplissement par chacun de son devoir. C'est là une économie morale particulière, aux antipodes certes du modèle culturel américain, mais que les peuples européens qui ont gardé le souvenir de l'absolutisme peuvent comprendre de l'intérieur.

A l'intérieur de cette constante cependant, les passages (assez brutaux en l'occurrence) d'une forme de pouvoir à une autre ont modifié les pactes proposés aux classes laborieuses. Proposer un pacte est une chose ; qu'il soit accepté et intériorisé en est une autre. Coercition et propagande sont les moyens du pouvoir ; le peuple, quant à lui, n'a que ses propres valeurs. L'hypothèse qui sous-tend l'analyse précédente est qu'un nouveau pacte n'a de chance d'être accepté et de fonder une économie morale que dans la mesure où il reprend des éléments de l'économie morale précédente : non seulement on ne change pas de valeurs comme de chemise, mais quand une génération n'a rien d'autre à transmettre à ses enfants que ses valeurs, celles-ci prennent toute la place.

D'où le travail sur le sens opéré par Staline, confronté à une question difficile : comment traduire la vision rationnelle, urbaine, critique, et libertaire de Marx en termes acceptables par le paysan russe ? La solution, l'idéologie

« marxiste-léniniste » développé par Staline dans le cadre du « socialisme dans un seul pays », emprunte plus d'éléments à la vision du monde de l'Église orthodoxe qu'à celles de Marx, voire de Lénine.

C'est ce travail qu'avait amorcé Gorbatchev, avec l'insuccès que l'on sait ; quant à ses successeurs « libéraux », ils n'ont même pas essayé de le poursuivre. L'inversion radicale des valeurs qu'ils proposent dogmatiquement est vouée à l'échec : méprisant l'économie morale héritée du passé, ils cherchent à passer en force, comptant sur la passivité légendaire du peuple russe. Mais même elle a des limites.

4. Conclusion

L'étude de cas de la famille Zamochkine dont nous avons tenté d'étendre la portée par des généralisations à grands traits, permet de mieux comprendre le dilemme de la société russe post-communiste : comment concilier le passage à l'économie de marché et la démocratie pluraliste ?

De ce dilemme il faut d'abord préciser les termes. Pour les puissances occidentales, qui historiquement n'ont jamais montré de penchant prononcé pour la philanthropie, le projet de passage à l'économie de marché et au pluralisme politique possède une signification bien précise. Pour faire bref et brutal, « démocratie » signifie pour elles stabilisation et « civilisation » du régime politique d'une superpuissance nucléaire, diminution considérable du risque d'aventurisme nucléaire que à tort ou à raison les Occidentaux associent à un pouvoir dictatorial (Pipes 1981). Que le jeu démocratique en Russie menace d'amener au pouvoir une force politique considérée comme belliqueuse, et l'on verra aussitôt les puissances occidentales s'interroger sur l'immaturité des Russes, sur leur impréparation à la démocratie ; l'arsenal conceptuel d'un tel revirement est déjà opérationnel.

Quant au passage à l'économie de marché, il signifie tout simplement pour les Occidentaux l'ouverture de l'immense marché russe à leurs produits, et l'accès aux énormes ressources naturelles du pays ; ce qui n'est pas exactement, on en conviendra, la même chose que le développement autocentré du capitalisme russe, lequel supposerait au contraire, dans la phase initiale, une politique

protectionniste dans la plupart des secteurs (en particulier les secteurs agricoles ou industriels) : faute de quoi ce sont des pans entiers de l'agriculture et de l'industrie qui s'effondreront face à la concurrence des produits importés (qu'ils proviennent d'ailleurs des États-Unis, du Japon ou de Chine) comme s'est effondrée en une nuit l'économie de l'Allemagne de l'Est. C'est d'ailleurs ce qu'ont bien compris les directeurs d'usine dès après la dérégulation introduite par Gaïdar en janvier 1992 : au lieu de s'instituer du jour au lendemain en entrepreneurs uniquement motivés par le profit, ils ont continué à se livrer mutuellement les produits intermédiaires nécessaires au fonctionnement de leurs entreprises, à des prix « personnalisés » selon la capacité financière de l'usine-client, voire à crédit ; et ils ont exercé, sur ceux d'entre eux qui voulaient faire cavalier seul, des pressions morales et matérielles considérables pour qu'ils ne rompent pas les chaînes de solidarité ainsi reconduites (Boeva et al. 1992 ; voir aussi dans ce numéro l'article d'Oleg Kharkordin).

La greffe, sur une économie de commande administrée fonctionnant au pouvoir et à la relation personnalisée, d'une économie de marché entièrement orientée vers l'import-export a inévitablement engendré un capitalisme difforme, où prolifèrent joyeusement monopoles et mafias d'un côté, inflation et licenciements de l'autre. Tandis qu'une nouvelle bourgeoisie compradore fait étalage de son insolente réussite, la masse des salariés voit s'effondrer son pouvoir d'achat, l'accès aux services publics (soins médicaux, enseignement de qualité) et la sécurité des conditions de vie (emploi, logement) à laquelle elle était très attachée. Comment, dans ces conditions, espérer que les populations, si l'occasion leur en est donnée, soutiennent par leurs votes un système économique qui leur veut si peu de bien ? Telle est, nous semble-t-il, la question qui ressort de l'étude de cas des Zamochkine.

* * *

Il est certes inhabituel en sciences sociales, et particulièrement en sociologie, d'oser avancer des hypothèses sur les phénomènes sociaux à partir de quelques études de cas, et encore moins d'une seule : une telle démarche semble violer allègrement tous les canons patiemment établis du positivisme.

Précisons donc :

(a) le présent article se situe dans le champ de la sociologie interprétative et non dans celui d'une conception scientiste de la recherche sociologique ;

(b) l'objectif d'une sociologie interprétative est de proposer des hypothèses, fondées dans la mesure du possible sur des observations approfondies ; sa vocation première n'est pas d'apporter la preuve empirique de l'absolue véracité des hypothèses proposées. La validité d'une interprétation ne se mesure pas par des chiffres, bien que ceux-ci puissent et doivent être inclus lorsqu'ils sont disponibles (ainsi aurions-nous pu faire appel aux résultats de sondages sur les attitudes : voir à ce sujet l'excellent ouvrage de Levada 1993) ; mais plutôt à la vraisemblance des descriptions de processus qu'elle affirme avoir identifiés à partir d'observations empiriques nécessairement fragmentaires, sur la base desquelles elle s'autorise à extrapoler par l'imagination et le raisonnement, sans jamais prétendre dire le vrai mais seulement chercher le plausible ;

(c) dans ce cas précis il se trouve qu'une première « vérification empirique » de nos hypothèses a eu lieu avec les élections parlementaires de décembre 1993. Notre analyse des entretiens de la famille Zamochkine s'est effectuée au cours de l'année 1993, et les hypothèses que nous en avons retirées ont été rédigées au mois d'octobre 1993, alors que tous les mÈdias occidentaux prédisaient une large victoire du parti de Gaïdar. Nos hypothèses, qui allaient en sens inverse, se sont donc trouvées consolidées par ce sondage en vraie grandeur que constitue toute élection. Même si la relation entre valeurs supposées et comportement électoral reste énigmatique, compte tenu de la complexité des processus concourant à la décision de vote, il est de fait qu'une victoire éclatante du parti des « libéraux » aurait considérablement affaibli nos hypothèses. C'est le contraire qui s'est produit.

Quoi qu'il en soit, il serait contraire à la vocation de la sociologie interprétative d'affirmer dogmatiquement que ses hypothèses sont vérifiées par les faits ; ceux-ci ne peuvent guère que les infirmer, ou du moins en affaiblir la plausibilité. L'essentiel n'est pas là : il est, nous semble-t-il, dans le jeu dangereux qui se joue actuellement en Russie. Ce grand pays, blessé dans son orgueil mais qui a conservé toutes ses dents nucléaires, ne se laissera pas facilement réduire au statut de colonie des puissances occidentales ; bien au contraire, plus celles-ci

pousseront dans ce sens, plus les réactions risquent d'être virulentes et imprévisibles. L'opinion publique russe a rapidement appris à reconnaître, sous le masque difforme du libéralisme économique, un projet de colonisation économique voire politique ; par réaction, et en l'absence d'une autre perspective, l'accentuation du « libéralisme » ne peut que conforter le réflexe nationaliste. La politique américaine, tout entière inspirée voire aveuglée par la croyance dogmatique dans la vertu suprême de l'économie de marché, risque ainsi, lorsqu'elle est appliquée à la Russie sans tenir compte de la spécificité culturelle de ce pays, d'aboutir à l'exact inverse du but recherché.

Note

La méthode dont il s'agit, qui consiste à reconstruire des historiques de familles selon des procédures semi-standardisées, a été inventée, expérimentée et progressivement mise au point au cours des dix dernières années (Bertaux 1994a). Sa philosophie s'inscrit dans le prolongement de travaux sur la méthode des récits de vie effectués au cours de la décennie antérieure (Bertaux 1980, 1981 ; pour des exemples d'application, voir Bertaux et Bertaux-Wiame 1981, 1988) : par contraste et complémentarité avec la technique canonique de la sociologie empirique, soit l'enquête par questionnaires sur échantillon représentatif, il s'agit de développer des instruments d'observation ouverts sur la diachronie, la durée, l'historicité des conduites et des contextes d'action ; des instruments qui offrent ainsi la possibilité de saisir non seulement les conduites mais leurs projets sous-jacents, bref des intentions stratégiques, et donc la subjectivité active. Cette philosophie méthodologique a accompagné le « tournant interprétatif » opéré par la sociologie au cours de la même période, tout en y ajoutant une ouverture de la sociologie non seulement à l'histoire sociale mais à l'anthropologie sociale (à travers les efforts pour saisir les contextes de formation des conduites et leurs « règles du jeu »).

D'un point de vue technique, la méthode consiste à reconstruire par entretiens des historiques de familles s'étendant sur plusieurs générations et incluant non seulement une lignée centrale mais des lignées collatérales (Bertaux 1994a) : un historique de famille, reconstruit à partir d'entretiens avec des membres de trois générations successives, inclut habituellement une vingtaine de trajectoires de vies (et parfois beaucoup plus).

Les renseignements recueillis par entretiens sont de deux types. Il s'agit d'une part d'informations factuelles sur les années de naissance, les niveaux d'éducation, les trajectoires professionnelles, migratoires, et familiales de chacun des individus concernés, ainsi bien entendu que leurs rapports de parenté. Ces données et en particulier les professions, une fois reportées sur un graphe généa- logique, font apparaître l'inscription des membres de chaque génération dans la structure sociale de l'époque, et permettent de visualiser immédiatement les phénomènes de transmission, d'une génération à l'autre, de métiers ou de « situs » (secteur d'activité), ainsi que les mobilités professionnelles et sociales

: d'où le terme de « Généalogie Sociale » par lequel nous désignons ces graphes. Des multiples expériences qui ont été déjà menées avec ce type de technique, tant par nous mêmes au Québec, en France ou en Russie que par d'autres collègues dans divers pays, il ressort que *chaque* Généalogie Sociale fonctionne comme un petit miroir au sein duquel se réfléchissent les grands processus de changement sociétal (« modernisation ») : exode des paysans vers les villes, réduction de la natalité, croissance générale des niveaux d'éducation, développement du secteur tertiaire, professionnalisation des femmes, désagrégation et recomposition des couples, etc. Mais si ces processus sociétaux sont bien présents dans toutes les généalogies sociales, ils s'y réfractent de façon spécifique selon les microclimats familiaux : les descendants de familles paysannes (ou ouvrières) placées dans des environnements similaires connaissent en effet des destinées différentes selon la capacité de leurs ascendants à utiliser les ressources qui leur sont accessibles, voire à aller les quérir par la migration : vus sous cet angle les processus de changement sociétal apparaissent dès lors non plus comme des données structurelles mais comme résultant au moins partiellement de l'agrégation de stratégies microsociologiques plus ou moins conscientes (ainsi la baisse de la natalité, l'élévation du niveau d'éducation ou les migrations. La comparaison des destinées des membres d'une même frâtrie, de frâtries de cousins, ou de lignées sans liens de parenté mais d'origine sociale similaire, approfondit cette perspective.

Ce premier type d'informations biographiques est susceptible de codage et de traitement informatique, opération qui cependant n'a de sens qu'en fonction du choix initial des unités familiales d'observation (échantillon aléatoire, stratifié, ou « raisonné »).

Mais les entretiens fournissent aussi un autre type d'informations : il s'agit des descriptions (de caractères, de contextes locaux) et des explications proposées par les témoins pour rendre compte de la formation des trajectoires de leurs proches, et d'abord de leur propre trajectoire. Ces « commentaires » qui accompagnent nécessairement la description des destinées individuelles ou familiales (peut-on raconter une histoire sans tenter de lui donner sens ?) ont un statut semblable à ceux que recueillent les anthropologues auprès de leurs informateurs. Pour peu qu'ils soient stimulés par une écoute attentive et des

encouragements à décrire les logiques intrafamiliales ou (surtout) les contextes locaux au sein desquels se sont inscrites et formées les trajectoires, ils se révèlent porteurs de significations très riches, certainement inaccessibles par voie de questionnaire fermé ; il reste alors, par la reconstruction précise de la chronologie, l'analyse herméneutique, la comparaison systématique, la confrontation avec d'autres sources documentaires et l'injection d'une dose raisonnable d'imagination sociologique, à en extraire les éléments qu'ils recèlent de connaissance des rapports sociaux et à les intégrer dans un texte sociologique.

Cette démarche a paru suffisamment adaptée à l'enquête d'histoire sociale pour susciter l'intérêt d'un nombre croissant de sociologues, dont plusieurs des pays ex-communistes. C'est ainsi qu'elle a été mise en œuvre par Rudolf Andorka à Budapest (Andorka 1990), Zuzana Kusa à Bratislava (Kusa 1994), ainsi que par d'autres collègues à Ljubljana, Sofia, Bucarest, ou Shanghai, pour ne mentionner que les pays ayant connu une expérience « socialiste ». Dans tous ces cas il s'agit d'historiques de familles recueillis, à la suggestion d'un enseignant de sociologie, par ses propres étudiants, ceux-ci (se comptant par dizaines et parfois par centaines) choisissant généralement leur propre famille. Outre les vertus pédagogiques de la démarche, qui sont nombreuses, les matériaux ainsi recueillis sont sans équivalent. Ceci reste vrai pour le cas de sociétés occidentales pourtant bien mieux connues, ainsi qu'en témoignent les expériences similaires menées en Angleterre par Paul Thompson (100 historiques de familles) ou par d'autres collègues à Belfast, Dublin, Caracas ou Mexico, et par moi-même à Paris.

Pour l'enquête menée en Russie j'ai utilisé un autre dispositif, celui de la formation d'une équipe de chercheurs de l'Institut de Sociologie de Moscou et d'autres Instituts : l'avantage de ce dispositif plus coûteux est d'assurer une qualité constante des monographies, une unité de point de vue, la convergence et l'approfondissement des efforts d'analyse. Nous avons recueilli en deux ans une cinquantaine d'historiques de familles ou « Généalogies Sociales Commentées », choisies à partir d'un échantillon aléatoire de jeunes Moscovites (nés en 1967). La diversité professionnelle de la population de Moscou se reflète dans notre échantillon, au sein duquel les familles de souche moscovite sont évidemment en minorité compte tenu de la croissance de la métropole par

apports extérieurs : tel est le cas de la famille Zamochkine présentée ici. Si des jeunes qui constituent nos points d'entrée dans un réseau de parenté ne peuvent guère témoigner que sur leur propre socialisation, leur situation actuelle, leurs projets d'avenir et les « stratégies » qu'ils tentent de mettre en œuvre pour les réaliser. Mais en interrogeant leurs parents et leurs grands-parents, c'est presque un siècle d'histoire sociale de la Russie qui est évoqué : les grands-parents sont en effet nés dans les années vingt, parfois plus tôt ; leurs propres siècle. Chaque lignée descendante constitue donc l'un des fils dont a été tissée l'histoire sociale de la Russie, du début du siècle à aujourd'hui en passant par soixante quinze années de régime soviétique.

Les cinquante-deux historiques de familles recueillis comprennent la description de plus de deux mille trajectoires de vie, et celle de nombreux contextes sociaux (tel celui des 'baraks' évoqué ci-dessus). Les premiers tests statistiques, comparant la distribution des statuts socioprofessionnels des individus de notre échantillon à celle des recensements russes et soviétiques, met en évidence comme on devait s'y attendre des décalages importants ; il faudrait probablement quadrupler l'échantillon, et surtout l'étendre à d'autres régions de Russie, pour parvenir à une représentativité statistique qui ne fasse pas un usage excessif du redressement par pondération sélective. Mais les histoires de cas ainsi recueillies se prêtent d'ores et déjà d'autres types d'analyse, tel celui mis en œuvre dans le présent article.

Références bibliographiques

Andrusz, Gregory D. 1984. *Housing and Urban Development in the USSR*. London and Basingstoke: Macmillan.

Andorka, Rudolf. 1997. 'Social Mobility in Hungary since the Second World War: What Family Histories Add to the Information Gained from Survey Data.' In *Pathways to Social Class. A Qualitative Approach to Social Mobility*, ed. Daniel Bertaux and Paul Thompson, 259–98. Oxford: Clarendon Press

Atkinson, Dorothy. 1983. *The End of the Russian Land Commune 1905–30*. Stanford: Stanford University Press.

Berelowitch, Wladimir. 1993. 'De la famille patriarcale à la difficile découverte de l'individu.' In *Quelle Russie ?* (dirigé par Anne Coldefy-Faucard), 214–23. Paris : Éditions Autrement, Monde HS 67–68.

Bertaux, Daniel. 1980. 'L'approche biographique. Sa validité méthodologique, ses potentialités.' *Cahiers Internationaux de Sociologie* LXIX, n° 2, juil.–déc.: 198–225.

———, ed. 1981. *Biography and Society. The Life History Approach in the Social Sciences*. London: SAGE.

———. 1994a. 'Révolution et mobilité sociale en Russie soviétique.' *Cahiers Internationaux de Sociologie*. Numéro spécial *Les Sociétés post-totalitaires*. XCVI: 77–97.

———. 1994b. 'Social Genealogies, commented and compared: an Instrument for Studying Social Mobility Processes in the *longue durée*.' *Current Sociology/La Sociologie contemporaine*. Numéro spécial *The Biographical Method*.

———. 1994c. 'Les transmissions familiales en situation extrême : familles expropriées par la Révolution de 1917' [Transmissions in extreme situations]. In Bertaux and Thompson (eds) 1997.

Bertaux, Daniel et Isabelle Bertaux-Wiame. 1981. 'Artisanal Bakery in France: How it lives and why it survives.' In *The Petite Bourgeoisie*, ed. Frank Becchhofer and Brian Elliott, 155–81. London and Basingstoke: Macmillan.

———. 1988. 'Le patrimoine et sa lignée : transmissions et mobilité sociale sur cinq générations.' *Life Stories/Récits de vie* 4: 8–26.

Bertaux, Daniel, and Paul Thompson eds. 1997. *Pathways to Social Class. A Qualitative Approach to Social Mobility*. Oxford: Clarendon Press.

Boeva, Irina, Tatiana Dolgopiatova et Viachoslav Shironin. 1992. *Les entreprises d'État en 1991–92 : problèmes économiques et conduites des dirigeants* (en russe). Moscou: Institut de Politique Économique.

Brzezinski, Zbigniew. 1956. *The Permanent Purge*. Cambridge, Mass.: Harvard University Press.

Bushnell, John. 1980. 'The "New Soviet Man" Turns Pessimist.' In *The Soviet Union since Stalin*, ed. Stephen F. Cohen et al. Bloomington: Indiana University Press.

Colton, Timothy J. 1984. 'What Ails the Soviet System?' In *The Soviet Union in the 1980s*, ed. Erik P. Hofmann. New York: Academy of Political Science.

Conquest, Robert. 1968. *The Great Terror*. London and Basingstoke: Macmillan.

Getty, Robert. 1985. *Origins of the Great Purges: The Soviet Communist Party Reconsidered 1933–38*. Cambridge: Cambridge University Press.

Held, Joseph. 1981. 'Cultural Development.' In *Eastern Europe in the 1980s*, ed. Stephen Fischer-Galati. London: Croom Helm.

Kenez, Peter. 1985. *The Birth of the Propaganda State*. Cambridge: Cambridge University Press.

Kerblay, Basile. 1977. *La société soviétique contemporaine*. Paris : Armand Colin.

Kerblay, Basile (sous la direction de). 1988. *L'évolution des modèles familiaux dans les pays de l'Est européen et en URSS*. Paris : Institut d'Etudes Slaves.

Kharkhordin, Oleg. 1994. 'L'éthique corporatiste.' dans ce numéro. ?

Kusa, Zuzana. 1993. 'O rozhodovani sa pre drahu sukromneho podnikania.' *Sociologia* 25 (Bratislava).

Levada, Yuri. 1993. *L'homme soviétique ordinaire*. Paris : Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.

Lewin, Moshe. 1988. *The Gorbachev Phenomenon: A Historical Interprétation*. Berkeley: University of California Press.

———. 1987. *La formation du système soviétique*. Paris : Gallimard.

———. 1977. 'The Social Background of Stalinism.' In *Stalinism: Essays in Historical Interpretation*, ed. Robert C. Tucker. New York: W. W. Norton and Co., Inc.

Malia, Martin M. 1955. 'Herzen and the Peasant Commune.' In *Continuity and Change in Russian and Soviet Thought*, ed. Ernest J. Simmons. Cambridge, Mass.: Harvard University Press.

Matthews, Mervin. 1978. *Privilege in the Soviet Union : A Study of Elite Life-Styles under Communism*. London: George Allen and Unwin.

Molotokov, A. I. ed. 1967. *Dictionnaire phraséologique de la langue russe* (en russe). Moscou: Ed. de l'Encyclopédie soviétique.

Pascal, Pierre. 1973. *La religion du peuple russe*. Lausanne: L'Âge d'Homme.

Pipes, Richard. 1981. *U.S.–Soviet Relations in the Era of Détente*. Boulder, Colorado: Westview Press.

Riasonowski, Nicholas V. 1955. 'Khomiakov on *Sobornost*.' In *Continuity and Change in Russian and Soviet Thought*, ed. Ernest J. Simmons. Cambridge, Mass.: Harvard University Press.

Scott, James. 1976. *The Moral Economy of the Peasant*. New Haven: Yale University Press.

Sennet, Richard. 1977. *The Fall of Public Man*. New York: A. A. Knopf.

Todd, Emmanuel. 1983. *La troisième planète : structures familiales et systèmes idéologiques*. Paris : Seuil.

Ulam, Adam. 1955. 'Stalin and the Theory of Totalitarianism.' In *Continuity and Change in Russian and Soviet Thought*, ed. Ernest J. Simmons. Cambridge, Mass.: Harvard University Press.

Volkov, Andreï G. 1990. *Le recensement de la population de l'URSS de 1937* (en russe). Moscou: Comité d'État de la Statistique.

Werth, Alexander. 1971. *Russia: The Post-War Years*. London and Basingstoke: Macmillan.

Zaslavsky, Victor. 1982. *The Neo Stalinist State*. Armonk: M. E. Sharpe Inc.